

EXPLOSION DE GAZ À EL BAYADH

Le Président Tebboune présente ses condoléances aux familles et dépêche une délégation ministérielle

P. 24

AUDIENCE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le directeur du bureau de la Commission des affaires étrangères du comité central du PC chinois

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR LE PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Chanegriha : "un jour de victoire pour le peuple algérien"

P. 3

EN VISITE AU SIÈGE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Tebboune réaffirme la position de l'Algérie vis-à-vis des causes justes

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a réaffirmé, samedi à Alger, la position de l'Algérie vis-à-vis des causes justes et sa défense du principe de légitimité populaire et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. "Si l'Algérie a pu surmonter de nombreux écueils, par la volonté de Dieu et grâce au rôle de notre vaillante Armée et à la conscience de nos concitoyens, nous ne sommes pas pour autant totalement à l'abri", a souligné le Président Tebboune dans une allocution lors de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale, appelant à la vigilance car "ceux qui complotent contre nous ne s'arrêteront pas, surtout aux frontières de l'Algérie, devenues le théâtre de conflits internationaux qui nous concernent directement, bon gré mal gré".

P. 3

Dknews/APS



BAC 2020

Les candidats ayant obtenu une moyenne de 9/20 seront admis

P. 4

ELECTRICITÉ

Les factures gaz/électricité impayées ont dépassé 171 mds DA (SADEG)

P. 6

ALGÉRIE POSTE

Algérie Poste occupe la 737^{ème} place parmi 170 pays et améliore de 46 places son classement mondial

P. 5

SANTÉ

MALADIES INFLAMMATOIRES DE L'INTESTIN

Qu'est-ce qu'une stomie ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1

Trois matchs amicaux au menu de la JSK pendant le stage d'Akbou

P. 21



MÉDIAS EN LIGNE EN ALGÉRIE

"Enfin, un cadre juridique pour la presse électronique"

P. 17

MÉTÉO - BMS

Des averses de pluie sur des wilayas côtières du Centre et de l'Est à partir d'hier après-midi

P. 2

UNIVERSITÉ

Djerad inaugure un amphithéâtre à l'Institut des Sciences politiques et des relations internationales à la mémoire de Abdelhamid Deradji



Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a supervisé, samedi, l'inauguration d'un amphithéâtre baptisé du nom de l'ancien enseignant Abdelhamid Deradji, ancien doyen de l'Institut des Sciences politiques et des relations internationales.

"J'ai été ravi, en ce jour, de rencontrer mes collègues femmes et hommes ainsi que les étudiants et étudiantes de la faculté des Sciences politiques et des relations internationales de l'Université d'Alger 3, à l'occasion de ma participation à la soutenance de la thèse de doctorat de l'étudiante Nesrine Benmihoub", a écrit le Premier ministre sur sa page Twitter.

"Une occasion qui m'a permis de m'incliner à la mémoire des enseignants de la Faculté, qui ne sont plus de ce monde", a ajouté M. Djerad.

EXPLOSION DE GAZ À EL BAYADH

Evacuation de 4 blessés vers Alger à bord de 2 hélicoptères

Quatre blessés lors de l'explosion de gaz survenue samedi après-midi à El Bayadh et qui a fait six morts et 16 blessés, ont été évacués dans la nuit de samedi à dimanche vers Alger à bord de deux hélicoptères, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile de la wilaya.

L'évacuation de ces blessés, dont l'état a été jugé grave, a été menée par le groupement aérien de la protection civile pour une prise en charge au niveau de l'hôpital de Douera.

Suite à cet accident tragique, le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune a présenté les condoléances les plus sincères et les plus attristées aux familles des victimes et a dépêché "en toute urgence", les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à l'effet de s'enquérir des incidences de cet accident et de prendre toutes les mesures indispensables à la prise en charge des sinistrés.

MÉTÉO - BMS

Des averses de pluie sur des wilayas côtières du Centre et de l'Est à partir d'hier après-midi

Des averses de pluie parfois orageuses affecteront des wilayas du Centre et de l'Est du pays à partir de ce dimanche à 15h, selon un bulletin météo spécial (BMS) émis par le Centre national des prévisions météorologiques.

Les wilayas concernées par cette alerte de niveau Orange sont Alger, Blida, Boumerdes, Sétif, Mila, Constantine, Guelma et Souk Ahras.

La quantité de pluie estimée varie entre 20 et 30 mm durant la validité de ce BMS qui s'étalera jusqu'à lundi à 06h00.

Les autres wilayas concernées par ces averses de pluie sont Tizi-Ouzou, Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf.

La quantité de pluie estimée varie entre 30 et 50 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm, durant la validité de ce BMS qui s'étalera, dans les dernières wilayas citées, jusqu'à lundi à 12h00, avec des rafales de vent sous orages.

ALGÉRIE - CHINE

Signature d'un accord de coopération économique et technique



L'Algérie a signé dimanche un accord de coopération économique et technique avec l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA).

L'accord a été signé au siège du ministère des Affaires étrangères (Alger) par son secrétaire général, M. Chakib Rachid Kaïd et le président de la CIDCA, Wang Xiaotao qui accompagne le membre du bureau politique et directeur du bureau de la Commission des affaires étrangères du comité central du parti communiste chinois (PCC), Yang Jiechi.

M. Yang Jiechi avait entamé samedi soir une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation dans le but de renforcer et promouvoir les liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la Chine.

Cette visite de deux jours sera l'occasion pour les deux parties d'évaluer les relations de coopération entre les deux pays dans divers domaines et d'examiner les possibilités de les promouvoir et de les développer, notamment dans le volet économique dont les infrastructures, les travaux publics, les transports, le commerce et l'investissement, outre les domaines liés à l'enseignement supérieur, à la recherche scientifique et aux nouvelles technologies.

Il s'agira également d'examiner les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en sus de la poursuite de la coordination et la solidarité entre les deux pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

TAMANRASSET

Le corps carbonisé d'une fille découvert à Tahaggart-Ouest

Le corps carbonisé d'une fille âgée d'une vingtaine d'années a été découvert samedi dans le quartier Tahaggart-Ouest, banlieue de la ville de Tamanrasset, a-t-on appris de la Protection civile.

Les services de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale se sont rendus sur les lieux.

Et, une enquête a été enclenchée par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce crime.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

8 morts et 168 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 168 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tipaza avec deux (2) morts et deux (2) blessés suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur l'autoroute Tipaza-Alger, dans la commune de Tipaza, note la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 25 opérations de sensibilisation à travers deux wilayas, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique.

Elles ont également effectué 36 opérations de désinfection générale à travers cinq wilayas, touchant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan Il a été noté, par ailleurs l'intervention des secours de la Protection civile de la wilaya d'El Bayadh, suite à une explosion de gaz de ville (conduite principale), survenue à la cité Ouled-Yahia 2 au centre ville de la commune d'El Bayadh qui a causé le décès de six personnes et des blessures à 16 autres.

EXPORTATIONS

Tamanrasset : plus de 800 tonnes de sel industriel acheminées vers le Niger



Une caravane chargée de plus de 800 tonnes de sel industriel a pris le départ samedi de Tamanrasset vers le Niger dans le cadre du programme de la promotion du commerce extérieur.

Composée de 22 camions semi-remorques, la caravane, dont le coup d'envoi a été donné à partir du siège de l'entreprise publique de transport et de logistique par le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, devra acheminer la marchandise destinée à l'exportation vers le Niger.

Toutes les procédures d'accompagnement douanières ont été prises afin d'assurer le bon déroulement de cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'application des directives du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune concernant la promotion du commerce extérieur notamment avec les pays voisins, a souligné le wali.

M. Koriche a annoncé, à ce propos, la réalisation "bientôt" d'un port sec au niveau de la zone frontalière de Tin Zaouatine.

Pâinsi, les travaux de réhabilitation de la RN-1 se poursuivent avec une cadence appréciable, a-t-il assuré, ajoutant qu'une opération d'aménagement de l'aéroport de Tamanrasset sera bientôt entamée afin de promouvoir l'activité de transport aérien de marchandises vers les pays africains.

MÉDÉA

Plusieurs hectares de couvert végétal détruits par les flammes en l'espace de 3 jours



Plusieurs hectares de couvert végétal ont été ravagés par les flammes et de nombreuses parcelles de plantations arboricoles et rustiques ont été détruites, dans quatre incendies de forêt enregistrés à Médéa, en l'espace de trois jours, a-t-on appris dimanche auprès de la Protection civile.

Ainsi, huit (8) hectares de couvert végétal ont été réduits en cendre, dans deux foyers d'incendies, qui se sont déclarés, la journée de jeudi, respectivement aux lieux-dits "Hammam Touansa", commune de Tablat, et Baata, nord-est de Médéa, où plusieurs éléments d'intervention de la protection civile et des forêts ont été déployés sur ces sites pour circonscrire ces incendies et éviter leur propagation vers d'autres parcelles des forêts avoisinantes et des habitations, a-t-on indiqué. Trois (3) autres hectares de plantations sylvoles ont été détruits, par ailleurs, lors d'un foyer d'incendie, survenu vendredi, en fin d'après-midi, au douar "Ouled Ben Saada", commune de Bouchrahil, où la protection civile a également déploré la perte de trois cent plants d'oliviers.

Selon la même source, dix hectares de couvert végétal ainsi qu'une parcelle de Pin d'Alep ont été ravagés par les flammes, suite à un violent incendie enregistré, samedi, au lieu-dit "Ouled Benaisa", dans la commune de Si-Mahdjoub, à l'ouest de Médéa.

Une centaine d'arbres fruitiers et rustiques ont été détruits au cours de cet incendie, alors que plusieurs vergers situés à proximité ont pu être sauvés.

EN VISITE AU SIÈGE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le Président de la République réaffirme la position de l'Algérie vis-à-vis des causes justes

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a réaffirmé, samedi à Alger, la position de l'Algérie vis-à-vis des causes justes et sa défense du principe de légitimité populaire et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

"Si l'Algérie a pu surmonter de nombreux écueils, par la volonté de Dieu et grâce au rôle de notre vaillante Armée et à la conscience de nos concitoyens, nous ne sommes pas pour autant totalement à l'abri", a souligné le Président Tebboune dans une allocution lors de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale, appelant à la vigilance car "ceux qui complotent contre nous ne s'arrêteront pas, surtout aux frontières de l'Algérie, devenues le théâtre de conflits internationaux qui nous concernent directement, bon gré mal gré".

Dans ce contexte, le président de la République a affirmé que "l'Algérie, avec sa position stratégique et son poids régional, poursuit ses efforts permanents pour aider les frères en Libye à trouver de bonnes solutions politiques qui passent, impérativement, par l'organisation d'élections débouchant sur des institutions souveraines loin des ingérences et des conflits internationaux qui ne feront qu'aggraver la situation dans la région".

"L'appel de l'Algérie qui commence à être entendu par les puissances prône le retour à la légitimité populaire", a-t-il souligné, précisant qu'"en l'absence d'une solution consensuelle, qui doit être populaire, la Libye court droit à une catastrophe".

"Si des dérapages surviennent entre Libyens, tribus libyennes plus précisément, parvenir à une solution relèverait alors de l'impossible", a-t-il mis en garde.

Le Président de la République a souligné, en outre, l'impératif "d'œuvrer sans délai à éteindre le feu de la discorde en Libye pour mettre fin à l'effusion de sang, à travers des élections législatives à laquelle le peuple libyen, toutes factions confondues, prendra part pour élire des dirigeants parmi la population autochtone de ce pays".

"L'Algérie suit de près les développements de la situation sécuritaire et politique au Mali frère, un pays dont nous considérons la stabilité un appui à notre sécurité

stratégique et nationale, basé sur l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger, lequel se veut la solution idoine et durable à même de mettre fin au conflit opposant les antagonistes maliens", a, par ailleurs, soutenu le président de la République.

"Nous partageons la douleur du peuple malien frère, notamment la conspiration l'ayant ciblé sur nos frontières", a poursuivi le président Tebboune, ajoutant que "l'Histoire retiendra tous ces faits: en 2011, la Libye s'effondre et en 2012, des caravanes de camions transportant des armes se dirigent vers le Sahel. Le Mali connaît alors un coup d'Etat et un vide politique qui a aggravé la situation".

"Nous prônons l'union nationale au Mali et n'accepterons pas de scission du pays ni de division du peuple malien", a insisté le Président de la République qui a affirmé que "la solution au Mali passe par la légitimité populaire. Les jeunes maliens doivent être associés à la gestion de leur pays, tout leur en trouvant des solutions économiques". "L'Algérie est disposée à aider ce pays", a-t-il affirmé.

"Aucune solution ne peut remédier au problème de clivage entre le Nord et le Sud, hormis l'intégration des deux parties dans l'Armée et l'Administration", a souligné le Président Tebboune qui a averti que "si le problème malien n'est pas réglé dans les plus brefs délais, il prendra d'autres proportions pouvant mener à des dérapages susceptibles d'entamer la stabilité d'autres pays africains".

Cernant la question palestinienne, le Président Tebboune qui l'a qualifiée de "cause centrale", a souligné assuré le peuple palestinien du "soutien indéfectible" à sa cause juste et à sa lutte pour le recouvrement de sa "terre spoliée".

Il a appelé, par ailleurs, à "l'application des décisions de l'ONU afférentes au dossier du Sahara occidental concernant l'organisation d'un référendum d'autodé-



termination, reporté depuis près de trois décennies, la nomination dans les plus brefs délais d'un Envoyé du Secrétaire général de l'ONU et la relance du processus de négociations entre les deux parties au conflit".

"La politique du fait accompli est vaine. Quarante-cinq ans sont déjà passés sans qu'une solution ne soit trouvée. Le référendum d'autodétermination constitue l'unique issue", a-t-il souligné.

Lors de son allocution, le Président Tebboune a adressé ses remerciements et exprimé sa haute considération à l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, (officiers, sous-officiers et hommes de troupes) pour "tous les efforts consentis pour la préservation de la sécurité et de la souveraineté du pays en cette conjoncture difficile que traverse le monde, caractérisée par l'apparition de crises multiples et multiformes qui menacent directement la sécurité des Etats".

"Le changement auquel aspire l'Algérie nouvelle est celui qui puise sa force de l'authenticité du peuple, de ses constantes et de ses fondements, un changement tourné vers un avenir prometteur, à l'horizontale et en vertical, où l'on pourra remédier aux dysfonctionnements et pallier les lacunes", a-t-il ajouté.

Le Président Tebboune qui a

précisé que cette rencontre périodique avec les cadres de l'ANP "se veut une bonne tradition entre le Chef suprême des Forces armées et les cadres de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN)", a indiqué qu'elle intervenait "à la veille de deux événements majeurs complémentaires pour la concrétisation de la construction de l'Algérie nouvelle en toute démocratie et liberté". Il s'agit du 66ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale et du référendum populaire sur le projet d'amendement de la Constitution.

"Notre armée, connue pour son professionnalisme et sa discipline, est source de notre fierté et ses performances et victoires dans les domaines où elle n'a en de cesse d'honorer notre pays aux plans militaire, technologique, économique, humain et professionnel, sont des exemples à méditer", a assuré le Président de la République.

Le président de la République a, d'autre part, souligné que le référendum du 1er novembre marque un "retour au peuple qui est invité à faire entendre sa voix, librement et souverainement, pour exprimer sa conviction concernant les amendements constitutionnels qui, nous l'espérons, seront plébiscités par le

peuple algérien, afin que nous puissions de concert asseoir les bases de l'Algérie nouvelle sous-tendue par deux piliers que sont la souveraineté nationale et une véritable concrétisation de la Justice sociale, conformément aux principes de la Déclaration du 1er Novembre et au message des chouhada".

L'occasion était pour le Président Tebboune d'évoquer "certaines parties" que la constitutionnalisation de la Déclaration du 1er Novembre et de la société civile "dérange", soutenant que "nous avons emprunté la bonne voie, car tout écart de la Déclaration du 1er Novembre serait un égarement".

"Nous devons demeurer fidèles au serment des chouhada qui ont payé de leur vie pour que vive ce pays", a affirmé le président de la République.

Le Président de la République qui s'est engagé à poursuivre "la marche du développement global que nous avons enclenché par la libération des initiatives économiques à tous les niveaux, en misant sur les jeunes en tant que pierre angulaire de l'économie du savoir et des start-up", soulignant que ces jeunes "sont en quête d'une telle opportunité pour s'affirmer et laisser éclore les potentialités qu'ils ont démontrées durant la pandémie".

A cet effet, le Président de la République a salué "le haut niveau de formation dispensée aux vaillants cadets de la nation dans diverses spécialités".

"Digne héritière de l'ALN, l'ANP compte à son actif une grande expérience et des expertises acquises durant sa lutte, sans relâche, contre le terrorisme, à la lumière des conditions difficiles vécues par le passé", a ajouté le Président Tebboune, relevant que "l'interaction positive de l'ANP avec les nouvelles donnes scientifiques et technologiques, l'habilité à accomplir pleinement son devoir à la hauteur de la confiance dont notre vaillant peuple l'a investie".

RÉFÉRENDUM SUR LE PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE Chanegriha : "un jour de victoire pour le peuple algérien"

Le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha a affirmé samedi à Alger que le référendum populaire sur le projet de révision constitutionnelle prévu le 1er novembre prochain "sera indéniablement un autre jour de victoire pour le peuple algérien".

Dans une allocution de bienvenue, à l'occasion de la visite du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège du ministère de la Défense nationale, le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha a précisé que la prochaine échéance électorale "ne sera pas un jour ordinaire, mais certainement un autre jour où le peuple algérien triomphera, et le couronnement de son élan civilisationnel pacifique. Cet élan que l'Armée Nationale Populaire, digne héritière de l'Armée de Libération Nationale a accompagné, avec sincérité et dévouement, sans ambition aucune que servir l'Algérie et son peuple, mettant l'intérêt de la patrie et du peuple au-

dessus de toute considération". "Ce peuple authentique qui a pleinement conscience qu'il sera le seul artisan de ce rendez-vous, par sa participation massive à ce référendum, afin que cette participation soit une réponse catégorique et sans équivoque à tous ceux qui guettent et qui complotent contre notre pays", a souligné le Chef d'Etat-major de l'ANP.

Au début de son allocution, le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha a adressé ses remerciements au Président Tebboune pour l'honneur qu'il fait en rendant visite, pour la troisième fois, au siège du ministère de la Défense nationale, et ce, en son nom personnel et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP (officiers, sous-officiers, hommes de rang et personnels civils). Cette visite, a-t-il dit, "porte plusieurs significations et reflète, réellement, l'attention que vous ne cessez d'accorder à l'Armée Nationale Populaire et ses personnels depuis votre accession à la magistrature suprême".

Le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha a souligné que "le haut comman-

dement de l'Armée a adopté, en application de vos orientations judiciaires, et suivant les exigences de cette nouvelle étape, une stratégie clairvoyante à l'effet de développer les capacités des différentes composantes de l'Armée nationale populaire (ANP), dans tous les domaines, armement, formation, organisation et infrastructures et ce, dans le cadre de l'action persévérante de concrétisation de nos ambitions légitimes, visant à édifier une armée forte et professionnelle, capable d'arracher la décision au niveau régional et l'imposer souverainement, en veillant à la garantie de la sécurisation et la protection de toutes nos frontières nationales et la sauvegarde de l'intégrité territoriale. Une Armée digne de l'Algérie nouvelle et apte à relever les défis du 21e siècle", a-t-il ajouté.

"Enfin, nous vous assurons Monsieur le président de la République que l'ANP, attachée à ses missions constitutionnelles, est



toujours prête sous votre Commandement à relever tous les défis et contrecarrer tous les projets hostiles à notre pays", a ajouté le chef d'Etat major de l'ANP à l'adresse du Président Tebboune.

"L'ANP digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) demeurera le rempart impénétrable et le bouclier invincible sur lequel se briseront toutes les tentatives hostiles, en préservation du legs de nos vaillants chouhada".

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Les propos du président Tebboune au MDN sur le projet largement évoqués par la presse nationale

Les activités des formations politiques et de la société civile lors du quatrième jour de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution et les propos du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur ce texte lors de sa visite au ministère de la Défense nationale ont été largement rapportés par la presse nationale de dimanche.

Sous les titres, "Le référendum du 1er novembre, marque un retour au peuple" et "Novembre de tous les espoirs", le journal El Moudjahid indique que "l'édification d'une Algérie nouvelle, en cohésion avec sa ligne novembriste, a été réarmée par le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, lors de la visite qu'il a effectuée, hier, au siège du ministère de la défense nationale".

L'édito relève que "la convergence du référendum sur la Constitution avec la célébration de l'anniversaire du déclenchement de la révolution, date phare de notre histoire, en l'occurrence le 1er novembre 1954, est hautement symbolique", estimant qu'en "votant en faveur du projet de Constitution enrichi et amendé, le citoyen-électeur a la possibilité de retisser les liens d'une continuité historique de lutte pour le progrès, la liberté et la justice sociale". Le Soir d'Algérie relève, quant à lui, les propos du chef de l'Etat "qui s'en prendra à certaines parties+ qu'il ne nommera pas que la +Constitutionnalisation de la Déclaration du 1er Novembre et de la société civile dérange+".

Le Jour d'Algérie indique, pour sa part, que lors du discours qu'il a prononcé hier devant le Haut-commandement de l'ANP, le Président Tebboune est revenu également sur le projet de révision de la Constitution lors duquel il a exprimé son espoir de voir cette révision "plébiscitée" par le peuple algérien, ce qui permettra "de jeter les bases de l'Algérie nouvelle". Lui



emboitant le pas, le quotidien La Nouvelle République rapporte également les propos du chef de l'Etat, pour qui "le référendum du 1er novembre marque un retour au peuple qui est invité à faire entendre sa voix, librement et souverainement, pour exprimer sa conviction concernant les amendements constitutionnels".

Il relève également l'espoir exprimé par le chef de l'Etat de voir l'amendement de la Constitution "plébiscité par le peuple algérien, afin que nous puissions, de concert, asseoir les bases de l'Algérie nouvelle sous-tendue par deux piliers que sont la souveraineté nationale et une véritable concrétisation de la Justice sociale, conformément aux principes de la Déclaration du 1er Novembre

et au message des chouhada". "La Constitution dans le camp du peuple", titre en Une le journal Echourouk qui rapporte l'allocation du président Tebboune, affirmant que "les Algériens voteront lors du référendum en toute liberté envers les réformes". De même pour Le journal Liberté, qui estime que "Loin de s'encombrer d'éventuelles critiques, ni du contexte fortement impacté par la pandémie, le président Tebboune a de nouveau défendu le choix des autorités pour sortir le pays de la crise à travers, entre autre, le référendum sur la Constitution".

Des journaux ont axé, pour leur part, sur les activités des formations politiques et société civile comme le quotidien Le Midi Libre, qui estime que la campagne "bat déjà

son plein", rappelant qu'entamée le mercredi 7 octobre elle ne prendra fin que dans une vingtaine de jours, soit plus exactement le 28 octobre à minuit. "C'est dire que, dans un contexte notamment marqué par la pandémie de la Covid-19, les acteurs politiques et ceux du mouvement associatif auront 22 jours pour convaincre les électeurs de la nécessité d'aller déposer un bulletin de vote dans les urnes. Car, comme cela a été pour de très nombreuses consultations électorales, un des enjeux majeurs du scrutin du 1er novembre prochain a trait au taux de participation", explique le journal, qui ajoute qu'à cet égard "l'on assiste à un déploiement tous azimuts des artisans du "Oui". Le journal arabophone El Massaa a mis en avant les activités

des formations politiques, de la société civile et des spécialistes de la question ayant axé leurs interventions sur l'édification de la nouvelle Algérie et estimé que le vote en faveur de ce texte permettra d'engager des réformes globales dans le pays comme revendiqué par le Hirak du 22 février. "Faites entendre sa voix", titre, de son côté, Le Courrier d'Algérie qui considère qu'"à vingt jours du référendum sur la révision de la Constitution, maintenant que toute la machine électorale est mise en branle, le timing voudrait que la voix initiatrice de la nouvelle Algérie, elle-même en la personne du président de la République prenne les devants de la scène pour défendre le bien fondé du texte et invite le peuple algérien à en exprimer son avis. Car, in fine, le dernier mot revient aux Algériens, entre les mains desquels le chef de l'Etat l'avenir de leur propre pays". Dans son carnet de campagne, L'Expression explique "pourquoi il faut aller voter", soulignant dans ce sens, que les différents animateurs de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, ont souligné "l'importance d'aller voter en vue de bâtir une Algérie nouvelle". Le quotidien arabophone Echaab a consacré, de son côté, une page aux déclarations des intervenants au quatrième jour de campagne, qui ont affirmé que la Constitution est "la base des réformes" engagées par le pays et permettra la "concrétisation" du changement tant souhaité par le peuple.

BAC 2020

Les candidats ayant obtenu une moyenne de 9/20 seront admis

Les candidats ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 9/20 à l'examen du Baccalauréat, session 2020, seront admis "à titre exceptionnel", a annoncé dimanche le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout.

Dans une déclaration à la presse au siège de son département ministériel, M. Ouadjaout a précisé qu'il a été "décidé, en complément des dispositions de l'arrêté numéro 25 du 2 octobre 2007 fixant les modalités d'organisation de l'examen du Baccalauréat, modifié par l'article 23 bis, que tout candidat ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 9/20 est considéré admis, à titre exceptionnel, à l'examen du Baccalauréat session 2020".

Cette décision intervient, selon le ministre, "en application des dispositifs et mesures exceptionnelles relatives à l'organisation des examens scolaires session 2020, dans le contexte de la propagation de la pandémie de la Covid-19".

Les dispositifs consistaient, poursuit le ministre, en la suppression de l'examen de fin de cycle de l'enseignement primaire, le report des examens du brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, respectivement à la 2e semaine et à la 3e semaine du mois de septembre 2020, tout en limitant les sujets des épreuves aux cours présentés en présentiel lors du 1er et 2e trimestre.

Les mesures exceptionnelles



portaient également, rappelle le ministre, sur le passage des élèves de la 4e année moyenne à la 1e année secondaire, tel que le stipule la circulaire ministérielle numéro 619 du 27 juin 2020 ainsi que les autres circulaires y afférentes, et ce, a-t-ajouté, afin d'accorder à nos enfants une chance de réussir dans leur parcours scolaire au vu de ce qu'ils ont enduré, plus de 8 mois durant, de pression psychologique sans précédent induite par le confinement à domicile, la rupture de la scolarité et par les conditions sanitaires difficiles que nous avons tous vécues, suite à la propagation du Coronavirus, a indiqué M. Ouadjaout.

Le ministre a fait savoir que "les résultats de l'examen du Bac session 2020 seront proclamés incessamment juste après les délibérations", souhaitant succès et épanouissement aux candidats de no-

tre cher pays". A cette occasion, le ministre a exprimé ses vifs remerciements à ceux qui ont contribué à la réussite des examens scolaires en cette conjoncture exceptionnelle, tous secteurs et institutions de l'Etat confondus, citant notamment les membres de la famille éducative et les partenaires sociaux, en l'occurrence les parents d'élèves, les associations et les syndicats, pour le rôle efficace, la performance singulière et les efforts déployés en ce sens.

Le nombre de candidats inscrits à l'examen du Bac, session 2020, s'est élevé à 637.538 dont 413.870 candidats scolarisés et 223.668 candidats libres, répartis sur 2261 centres d'examen et encadrés par 192.300 enseignants. Le nombre de centres de compostage s'élève à 18 centres, contre 81 centres de correction où 48.000 correcteurs ont accompli leur devoir.

Réception du 11 au 22 octobre des demandes d'accréditation pour les médias étrangers (ANIE)

La réception des demandes d'accréditation provisoire pour les médias étrangers souhaitant couvrir le référendum sur la révision constitutionnelle a débuté dimanche et se poursuivra jusqu'au 22 octobre au niveau des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger, indique dimanche l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dans un communiqué. "L'Autorité nationale indépendante des élections porte à la connaissance des médias étrangers souhaitant couvrir le référendum sur la révision de la Constitution du 1er novembre 2020, que la date limite de réception des demandes d'accréditation provisoire au niveau des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger est fixée pour la période allant du dimanche 11 octobre au jeudi 22 octobre 2020", précise la même source. A ce titre, l'ANIE indique que "le dossier relatif à la demande d'accréditation de journalistes professionnels de nationalité algérienne ou étrangère devant exercer en Algérie pour le compte d'un organe de droit étranger, à titre temporaire, en qualité d'envoyés spéciaux, est déposé auprès de la mission diplomatique ou de la représentation consulaire algérienne du pays ou est établi le siège social de l'organe de droit étranger employeur". Le dossier est constitué d'une demande émanant de l'organe employeur du journaliste professionnel, d'une photocopie de la carte professionnelle de l'intéressé, de deux photos d'identité, d'un formulaire de visa disponible sur les sites des représentations diplomatiques et consulaires algériennes, dûment rempli par l'intéressé, et d'un formulaire d'accréditation temporaire à renseigner et pouvant être téléchargé du site web de l'autorité indépendante <https://ina-elections.dz/> ainsi que les sites web des représentations diplomatiques consulaires algériennes à l'étranger". Ce dispositif intervient conformément à la loi organique n° 09-17 du 14 septembre 2019 relative à l'Autorité nationale indépendante des élections et à la décision du 10 octobre 2020 de la même autorité déterminant les modalités et les procédures d'accréditation provisoire des journalistes exerçant pour des médias de droit étranger à l'occasion du référendum sur le projet de révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, précise-t-on.

EDUCATION NATIONALE

«Souci de consacrer la culture d'un dialogue "sérieux et franc" avec le partenaire social»

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout a affirmé, samedi à Alger, son souci de consacrer la culture d'un dialogue "sérieux et franc" avec le partenaire social.

S'exprimant dans une rencontre qu'il avait tenue avec le Syndicat national autonome des personnels de l'Éducation nationale (SNAPI), dans le cadre de sa rencontre de prise de contacts avec les organisations syndicales récemment agréées, le ministre a fait part de sa "volonté sincère de fonder une nouvelle approche qui fait prévaloir la politique de dialogue et de concertation dans le traitement des préoccupations soulevées". A cet égard, le ministre a souligné "son souci de consacrer la culture d'un dialogue sérieux et franc et d'une entente réciproque avec le partenaire social", estimant que cette culture de dialogue devra "consolider la bonne gouvernance dans le secteur et aider à faire face aux difficultés et aux défis, tout en prenant en considération l'intérêt suprême du pays et en faisant preuve d'un sens élevé de responsabilité et de consensus". A l'occasion, le Premier responsable du secteur a fait part de "la grande confiance du ministère quant à la conscience de ses partenaires", afin que, a-t-il ajouté, tout un chacun puisse "concevoir et développer une stratégie nationale globale et complémentaire, à même de relancer le secteur".

Pour le ministre, cette stratégie engagée actuellement par le ministère devra



améliorer les conditions de la scolarisation des élèves et promouvoir les conditions de travail de ses fonctionnaires, d'autant qu'elle requiert, a-t-il dit, le soutien et l'aide du partenaire social. Le ministre a également exprimé "son intention sincère d'œuvrer, de concert avec les partenaires sociaux, à la promotion de la performance du système éducatif, en vue de prendre en charge, autant que possible, les préoccupations soulevées, pour assurer un climat idoine au profit de l'enseignant et de la corporation de l'éducation, et ce dans le cadre des prérogatives du ministère de l'Éducation et des textes juridiques et réglementaires en vigueur".

Pour sa part, le SNAPI a souligné des préoccupations d'ordre socio-professionnel qui ont été débattues "avec conscience et responsabilité".

M. Oudjaout a réitéré dans une autre rencontre avec le Secrétaire national du Syndicat des inspecteurs

de l'éducation nationale (SIEN) et 1 es membres du bureau national du syndicat, "sa volonté sincère de fonder une nouvelle approche, à même de faire prévaloir la politique de dialogue et de concertation dans le traitement des préoccupations soulevées". Le ministre a assuré de son intention de réactiver le dialogue avec les syndicats "sans exclusive", tant au niveau local que central, en vue d'écouter les préoccupations du partenaire social et veiller à la leur prise en charge, dans les limites des compétences du ministère.

Lors de sa rencontre, samedi matin, avec l'Union nationale des associations des parents d'élèves (UNAPE), le ministre a souligné l'importance de cette rencontre dans l'établissement de passerelles et dans "l'instauration de la confiance", en accord avec les ambitions des Algériens à "relancer une République algérienne nouvelle", exprimant à ce égard, "sa profonde

conviction quant au rôle que peuvent jouer les organisations des parents d'élèves dans la concrétisation de cette ambition". "Le défi inhérent à l'édification d'une école algérienne impose d'honorer l'engagement pris par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune (...), à l'endroit de la société, en premier, et de la corporation éducative, en second, avec toutes ses composantes (élèves, enseignants et personnels), a-t-il soutenu.

Le ministère de l'Éducation nationale a entamé des rencontres bilatérales avec les responsables des organisations syndicales récemment agréées, et ce trois jours durant, en vue de débattre des préoccupations socio-professionnelles des syndicats et de leurs conceptions pour mener à bien l'année scolaire. Il s'agit du Syndicat national des directeurs des établissements primaires, du Syndicat national autonome de l'orientation scolaire et professionnelle (SNAOSP), du Syndicat national autonome des adjoints et superviseurs de l'éducation, du Syndicat national autonome des personnels de l'intendance du secteur de l'Éducation nationale (SNAPI), de l'Organisation algérienne des professeurs de l'éducation, du Syndicat des directeurs de lycées et du Syndicat des inspecteurs de l'éducation nationale (SIEN).

ALGÉRIE POSTE

Algérie Poste occupe la 73^{ème} place parmi 170 pays et améliore de 46 places son classement mondial

Algérie Poste (AP) a occupé la 73 place parmi 170 Etats, avançant ainsi de 46 places, comparativement à l'année dernière, selon un rapport annuel publié par l'Union postale universelle (UPU), enregistrant ainsi la plus grande progression au développement postal universel, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

AP a occupé la 73 place au niveau mondial sur 170 Etats, après qu'elle avait occupé en 2019, la 119 e place, avançant ainsi de 46 places, comparativement à l'année dernière, tout en enregistrant la plus grande progression en matière de développement postal universel, selon le dernier rapport annuel de l'UPU, dont la publication a coïncidé avec la Journée mondiale de la Poste, célébrée le 09 octobre 2020.

A rappeler que ce classement a été élaboré sur la base de l'Indice intégré pour le développement postal (ZIPD), qui comporte un ensemble de critères objectifs, dont la qualité des services postaux offerts en termes de distribution des courriers aux niveaux national et international, la précision et l'innovation en matière de services postaux intégrés offerts selon les besoins des citoyens, et ce en fonction des quatre dimensions du développement postal: fiabilité, accessibilité, pertinence et résilience, selon la même source. Ce classement "très honorable", ajoute le communiqué, est le fruit des efforts des travailleurs et travailleurs de la Poste, lesquels ont permis d'assurer la continuité dans la prestation des services aux citoyens, et ce en dépit de la pandémie Covid-19 de cette année, à travers un large réseau postier comprenant "plus de 400 bureaux de poste" raccordés à la fibre optique, les prestations numériques innovés et mis au point, les résultats "très encourageants" réalisés dans l'e-paiement, ainsi que "le saut qualitatif et technologique", enregistrés récemment à travers le lancement du mode de paiement basé sur la technologie de lecture de code à barre à deux dimensions appelée QR CODE. Malgré ces résultats honorables, la Poste algérienne, "poursuivra le travail d'améliorer davantage les prestations et combler les différentes lacunes constatées en la matière, souligne le communiqué qui rappelle que la prise en charge des préoccupations des citoyens demeurera au cœur même des intérêts que porte le secteur".

TOURISME

La promotion du tourisme national, "tributaire de l'exploitation idoine des ressources locales"

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail Familial, Mohamed Hamidou, a affirmé samedi à Biskra que la promotion du tourisme national "demeure tributaire de l'exploitation idoine des ressources locales". Dans une conférence de presse à l'hôtel des Ziban en marge de visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné que l'Algérie renferme de multiples atouts qu'il faut exploiter dans chaque région pour développer le secteur notamment le tourisme religieux et le tourisme thermal, historique et rural "qu'il a qualifié de "fondamentaux pour booster le tourisme local".

M. Hamidou a relevé que chaque région a sa spécificité à l'instar de Laghouat dont

la zaouïa Tidjania peut constituer un point de confluence pour ses adeptes dans de nombreux pays africains et le développement du tourisme religieux et de Biskra qui renferme le mausolée et la mosquée du compagnon du prophète Okba Ibn Nafi se prêtant également pour ce type de tourisme outre ses stations thermales idéales pour le tourisme de santé. Il a mis l'accent à ce propos sur le potentiel d'exploitation des campagnes pour le tourisme assurant que l'investissement dans ce secteur est ouvert aux opérateurs pour apporter de la valeur ajoutée au secteur. Il a également affirmé que l'Etat a mobilisé d'importantes enveloppes financières pour la réhabilitation des infrastructures

touristiques susceptibles d'être classées patrimoine culturel.

M. Hamidou a indiqué que dans le cadre de la promotion touristique, quatre salons nationaux d'artisanat seront organisés pour valoriser le produit local et ouvrir la voie aux artisans pour participer aux expositions internationales.

Le ministre a assuré qu'après la reprise du transport aérien, il sera convenu avec la compagnie nationale Air Algérie pour réduire de 50 % les prix des billets d'avion vers les zones sahariennes et les wilayas du Sud du pays afin d'encourager le tourisme domestique et permettre la découverte des régions touristiques du Sud.

Le ministre a entamé sa visite à Biskra par l'inspection des travaux de réhabilitation de l'hôtel des Ziban avant de se rendre vers le projet d'un complexe touristique dans le cadre d'un investissement privé à El Hadjeb et une exposition d'artisanat à la maison de l'artisanat. Il a également visité la mosquée Sidi Okba et l'entreprise de poterie d'El Kantara et a présidé à la fin de sa tournée au siège de la wilaya une rencontre avec les représentants de la société civile insistant à l'occasion sur les contours de la nouvelle Algérie au travers de l'avant-projet d'amendement de la constitution soumis au référendum populaire du 1er novembre prochain.

HABITAT

Logements AADL : des instructions fermes pour éviter tout retard dans les travaux d'aménagement extérieur (DG)

Le Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Mohamed Tarek Belarbi a donné samedi des instructions fermes aux directeurs régionaux à l'effet d'éviter tout retard dans les travaux d'aménagement extérieur, indique un communiqué de l'Agence. "Conformément aux orientations de ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le Directeur général de l'AADL a présidé, samedi, une réunion de coordination avec les directeurs

régionaux de l'Agence en présence du Directeur général adjoint chargé du suivi des projets AADL, et du Directeur central de suivi des opérations", précise le communiqué. "Après avoir écouté un exposé sur l'état d'avancement des projets au niveau des habitations prêtes sur l'ensemble du territoire national, le DG de l'AADL a donné des instructions fermes aux directeurs régionaux à l'effet d'assurer un suivi de près et d'éviter tout retard dans les travaux d'aménagement extérieur, notamment pour les loge-

ments devant être distribués le 1er novembre prochain", a ajouté le même source. Entre autre es instructions données à l'occasion de cette réunion, le communiqué a cité l'installation, dans les prochaines 24 heures, d'entreprises de sous-traitance au niveau des projets connaissant un retard en matière de réalisation des travaux d'aménagement extérieur. Il s'agit aussi d'intensifier le système de travail avec des permanences de 8/2 et 8/3, et de la nécessaire coordination avec les parties concernées par le

projet afin d'éviter tout retard. Les directeurs régionaux sont tenus de prendre des mesures fermes à l'encontre des entreprises défaillantes, et d'élaborer des avenants de marchés pour les projets relatifs à la réalisation des locaux commerciaux. Le DG de l'AADL a également insisté sur l'importance d'intensifier les visites de terrain pour suivre les travaux et s'assurer du respect, par les entreprises de réalisation, de leurs engagements contractuels. Aussi, a-t-il mis l'accent sur l'impérative de ne pas réceptionner les

logements non raccordés au gaz, à l'électricité et à l'eau. Dans ce cadre, le directeur de l'entreprise chinoise "ACEG" a été destinataire d'une correspondance à l'effet de revoir la situation des projets dont l'entreprise est en charge au niveau national. Enfin, le communiqué a noté l'obligation faite aux directeurs régionaux, aux directeurs de projets, et aux entreprises de réalisation de travailler suivant un plan unifié garantissant l'accélération du rythme des travaux.

ELECTRICITÉ Les factures gaz/électricité impayées ont dépassé 171 mds DA (SADEG)

Les créances de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) auprès de ses clients se sont élevées à plus de 171 milliards de DA à fin juin 2020, une hausse record induite par la pandémie de coronavirus, a indiqué samedi l'entreprise dans un communiqué.

"En cette période exceptionnelle (crise sanitaire) et dans un élan de solidarité indéfectible avec sa clientèle, la SADEG a procédé à la suspension des coupures pour factures impayées, ce qui a augmenté considérablement le niveau des créances détenues auprès de ses abonnés, aussi bien privés que le secteur public", souligne le communiqué.

"Ces créances, qui restent en constante croissance, ont atteint, à la fin du 1er semestre de l'année, des niveaux record avec plus de 171,442 milliards de DA, à échelle nationale soit un taux d'évolution de 300 %", précise la même source.

Selon l'entreprise publique, les difficultés financières nées de cette situation "affectent d'une part, la trésorerie de la SADEG qui œuvre à la pérennité des revenus sur toute la chaîne des intervenants dans ses métiers et, d'autre part, freinent la concrétisation des différents projets inscrits dans les plans de développement des activités, des réseaux électriques et gaziers, ainsi que des diverses prestations proposées à sa clientèle".

A l'effet de garantir la pérennité du service public auquel est tenue la société et éviter à ses clients l'accumulation de leurs factures, la SADEG souligne qu'elle "compte sur le sens de responsabilité et de citoyenneté de son aimable clientèle" et l'invite à s'acquitter de ses créances, à travers les différents modes et formules de paiement proposés par la société.

Elle a, dans ce cadre, expliqué à ses clients qu'ils peuvent, se rapprocher de ses agences commerciales, en vue d'obtenir des calendriers de paiement qui seront négociés et arrêtés en fonction du nombre de factures, du montant des créances et de leur niveau de solvabilité.

L'entreprise a également souligné que la crise sanitaire due à la pandémie du Coronavirus lui a permis de "réaffirmer son engagement à assurer la qualité et la continuité de la distribution de l'énergie électrique et gazière et à mobiliser efficacement des moyens humains et matériels, à même de répondre aux attentes de sa clientèle et garantir ainsi un service public impeccable, en dépit de toutes les difficultés liées à la situation".

HYDROCARBURES - INVESTISSEMENT Relancer l'investissement étranger dans les hydrocarbures avec de nouveaux mécanismes

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a affirmé, samedi à Illizi, que "l'investissement étranger dans le secteur des hydrocarbures sera relancé avec de nouveaux mécanismes susceptibles de propulser l'économie nationale".

"L'investissement étranger dans le secteur des hydrocarbures sera relancé avec de nouveaux mécanismes de sorte à impulser l'économie nationale", a souligné M.

Attar lors d'une visite d'inspection des projets énergétiques à In-Amenas dans le cadre de la deuxième journée de sa visite de travail dans la wilaya d'Illizi.

Le ministre a, à ce titre, soutenu que "la nouvelle politique de l'Etat vise à renforcer les opportunités offertes dans le domaine de l'investissement étranger dans l'énergie avec de nouveaux procédés et mécanismes au diapason des mutations que connaît le domaine, notamment en matière d'exploration et de forage".

Il a indiqué que "ces mécanismes seront traduits dans les nouveaux textes de la nouvelle loi sur les hydrocarbures susceptible de renforcer les perspectives de l'investissement étranger dans ce secteur à la faveur des avantages fiscaux et facilités mais aussi l'assouplissement des contraintes administratives", dans le but, a-t-il ajouté, de "créer un climat attractif répondant aux normes internationales en vigueur pour les sociétés étrangères actives dans le domaine de l'énergie".

M. Attar a, dans ce sillage, soutenu que la mise en place de nouveaux mécanismes au profit des partenaires étrangers vise à atténuer la charge sur le Groupe Sonatrach qui supporte de "lourdes charges".

Accompagné du P-dg de Sonatrach, Tewfik Hakkar, le ministre de l'Energie a suivi un exposé succinct sur le projet de développement des champs gaziers de Tihert,



région d'Ohanet (In-Amenas), renfermant plus d'une douzaine (12) de champs gaziers. Ce projet a permis jusque-là la mise en service de 29 puits d'un total de 50 forages, pour qu'il soit exploité la fin de l'année en cours, contribuant, ainsi, à l'augmentation de la production gazière de cinq (5) millions de mètres cubes/jour (5MM3/j) à onze (11) MM3, pour atteindre une production de 15 MM3 avec l'entrée en service du reste des puits (50), a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre a, sur site, appelé à adopter les nouvelles technologies pour accroître et améliorer le taux de récupération de gaz à même de consolider les capacités de production de gaz.

Après avoir inspecté dans la région un puits de gaz fonctionnant en énergie solaire, M. Attar a insisté sur l'importante extension de l'utilisation des énergies renouvelables en vue, a-t-il dit, de diversifier les ressources énergétiques, développer les capacités de production et réduire

l'utilisation des carburants. "L'Etat accorde un intérêt grandiose aux énergies renouvelables en tant qu'alternatif dans le cadre des directives de la transition énergétique", a souligné le ministre qui a, à cette occasion, salué les efforts fournis par les travailleurs pour la préservation de la production, notamment en cette conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

La délégation ministérielle s'est également enquis du projet du gazoduc (12 pouces), reliant, sur 110 km, le groupe gazier de Tiguentourine et la station de pompage (SP) de Hassi-Kifaf.

Livrable à la fin de l'année en cours, ce projet devra contribuer à l'augmentation de la capacité gazière alimentant la wilaya d'Illizi et à l'encouragement de l'investissement dans la région, notamment dans les domaines des mines, tourisme et la production énergétique, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre a procédé, à

Illizi, à l'inauguration d'un atelier de conversion des véhicules au gaz de pétrole liquéfié-carburant (GPL/c) au niveau de la station Naftal, d'une capacité de conversion de deux véhicules/jour.

Ce projet s'assigne comme objectifs la généralisation de l'utilisation du gaz liquéfié comme nouveau carburant dans le sillage de la nouvelle stratégie du Gouvernement visant la promotion de l'utilisation de cette énergie aux avantages économiques et environnementaux positifs.

Le ministre qui a insisté, à ce titre, sur l'ouverture d'installations similaires au niveau du territoire de cette wilaya qui connaît un large mouvement, a poursuivi sa tournée en inaugurant le nouveau siège de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Il a, à cette occasion, inspecté les différentes structures de ce projet, composé de 80 bureaux, des salles d'archive et de réunions, et a convié les responsables de la Direction d'œuvrer à la préservation de ce nouvel acquis appelé à améliorer et moderniser le service public.

Le ministre a, au terme de sa tournée, procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'un centre de distribution électrique de haute tension, d'une capacité de 30 kilovolts.

M. Attar a, depuis Illizi, présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'accident tragique survenu dans la wilaya d'El-Bayadh suite à une fuite de gaz.

Il poursuivra, dimanche, sa tournée dans la wilaya d'Illizi par l'inspection des installations énergétiques dans la wilaya déléguée de Djanet.

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 11 octobre 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	127,03	134,78
1 EUR	149,38	158,54
1 CAD	95,93	101,81
1 GBP	164,48	174,56
100 JPY	119,87	127,20
1 SAR	33,86	35,93
1 KWD	414,71	440,17
1 AED	34,58	36,70
100 CHF	13.861,36	14.713,84
100 SEK	1.432,32	1.520,43
100 DKK	2.009,13	2.131,87
100 NOK	1.369,50	1.453,72

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	128,32	134,87
1 EUR	150,90	158,54
1 CAD	96,90	101,81
1 GBP	166,15	174,56
100 JPY	121,09	127,20
100 CHF	14.002,08	14.713,84
100 SEK	1.446,86	1.520,43

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE Les opérateurs économiques appelés à diversifier l'économie nationale (conseiller du président)

Le conseiller du président de la République à l'économie et aux finances, Abdelaziz Khelef a appelé, samedi à Oran, les opérateurs économiques à participer massivement dans la politique de l'Etat visant la diversification de l'économie nationale.

"L'économie nationale était basée, essentiellement, sur les hydrocarbures, aujourd'hui, il est question d'impliquer tous les secteurs dans le développement, à l'instar des mines", a souligné M. Khelef qui intervenait dans le cadre d'une rencontre organisée par la wilaya d'Oran à l'Université de l'USTO "Mohamed Boudiaf" sur "l'investissement et le développement local à Oran, réalités et perspectives".

Il a évoqué, au passage l'importance de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, la mine de phosphate de l'est du pays, l'exploitation de l'or dans le Hoggar, entre autres projets, "dont certains ont déjà commencé".

"L'Etat table sur la réalisation d'une

recette d'au moins cinq milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures dès 2021", a-t-il rappelé, mettant l'accent sur l'importance de l'adhésion des opérateurs économiques du pays des deux secteurs public et privé dans la relance économique, initiée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Abordant le secteur agricole, le conseiller du président a rappelé qu'en 2019, la production agricole réalisée a été estimée à 25 milliards de dollars, une première selon lui, ajoutant qu'il est temps "de réfléchir à l'exportation des produits agricoles et d'autres produits vers les marchés extérieurs, avec une haute valeur ajoutée locale".

Par ailleurs, M. Khelef n'a pas manqué d'aborder la problématique des produits importés pour la vente en l'état, affirmant que "ce type d'importation fera l'objet d'une révision radicale.

A compter de l'année prochaine, les importateurs doivent se reconvertir

vers la création de la valeur ajoutée".

S'agissant des répercussions de la crise sanitaire (Covid-19) sur l'économie nationale, M. Khelef a indiqué que "l'Algérie prévoit un ralentissement économique de 3 à 4 %, au moment où le Fonds monétaire international (FMI) table sur une moyenne internationale de 8 à 10 %".

L'intervention du conseiller du président a été précédée par un débat, après la présentation par le wali d'Oran, Messaoud Jari, de quelques indicateurs économiques, l'investissement local notamment, durant lequel les opérateurs de différents domaines d'activités ont fait part de leurs préoccupations dont les verrous bureaucratiques, les difficultés rencontrées par les investisseurs dans l'octroi des permis de construire pour démarrer la concrétisation de leurs projets, l'aménagement des zones d'activités et industrielles, entre autres.

PÉTROLE

Le pétrole en léger recul sous l'effet de prises de bénéfice

Les prix du pétrole amorçaient vendredi la séance européenne en baisse, les investisseurs engrangeant leurs gains tout en surveillant l'ouragan Delta et la grève en Norvège, au lendemain de la publication par l'Opep de son rapport annuel.

Vers 09H45 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 42,96 dollars à Londres, en baisse de 0,88% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour novembre perdait 1,00% à 40,78 dollars.

Les deux cours de référence s'appréciaient cependant d'environ 10% sur la semaine et retrouvaient des prix plus vus depuis mi-septembre.

Malgré ces prises de bénéfice vendredi, le Brent et le WTI sont stimulés "par une série de coupures de courant involontaires", a expliqué Stephen Brennock, analyste de PVM.

L'ouragan Delta a coupé plus de 90% de la production américaine dans le Golfe du Mexique et dans le



même temps, une grève des travailleurs pétroliers norvégiens a réduit la production", a-t-il ajouté.

L'ouragan Delta, accompagné de vents soufflant à 185 km/h, s'est renforcé jeudi en catégorie 3 sur une échelle qui en compte 5 à l'a

pproche des côtes de la Louisiane, selon le Centre national des ouragans (NHC).

Et l'organisation patronale norvégienne Norsk olje et gass (NOG) a indiqué jeudi que près d'un quart de la production de pétrole et

de gaz du pays pourrait être affectée si le mouvement se prolonge.

Mais "les grévistes norvégiens sont apparemment ouverts à la négociation", a estimé Jeffrey Halley, de Oanda, "et si l'ouragan Delta passe sans trop d'incidents, la production pourrait rapidement redémarrer dans le Golfe du Mexique".

"La situation globale de l'offre et de la demande reste inchangée", a-t-il rappelé, et la reprise de cette semaine "se construit sur des bases friables".

Jeudi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a partagé dans son rapport annuel ses prévisions, selon lesquelles la demande pétrolière mondiale sera en hausse dans les vingt années à venir, tirée par l'émergence de pays comme l'Inde.

CHINE

L'industrie papetière enregistre une baisse des revenus

L'industrie papetière en Chine a vu ses revenus diminuer, mais ses bénéfices croître au cours des huit premiers mois de l'année 2020, a indiqué le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MITI), ont rapporté dimanche des médias locaux. Le secteur a enregistré des revenus de 786,37 milliards de yuans (116 milliards de dollars) entre janvier et août, en baisse de 6,5% par rapport à la même période l'année précédente, ont précisé les mêmes sources. Parallèlement, les bénéfices de l'industrie papetière ont augmenté de 7,3% en Chine sur un an pour atteindre 39,68 milliards de yuans. Les données du MITI montrent également que la production de papier a atteint 79,39 millions de tonnes au cours des huit premiers mois, en baisse de 2,3% en base annuelle.

Sur le seul mois d'août, la production de papier a augmenté de 5,3% en glissement annuel à 11,13 millions de tonnes.

INDE

Les exportations agricoles en hausse de 43% au premier semestre 2020

Les exportations indiennes des produits agricoles ont atteint 5,12 milliards de dollars au premier semestre de 2020, soit une hausse de 43,4% par rapport à la même période de l'année dernière, ont rapporté dimanche des médias locaux.

Cette performance est le résultat des actions "cohérentes et concertées" du gouvernement central visant à stimuler les exportations agricoles et réduire les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'économie nationale, a indiqué le ministère indien de l'Agriculture.

Les principaux produits agricoles qui ont enregistré une croissance remarquable durant la période avril-septembre de cette année sont l'arachide (35%), le sucre raffiné (10,4%), le blé (20,6%), et le riz (10,5%), a précisé la même source.

Le gouvernement indien avait annoncé, en mai dernier, la création d'un Fonds agricole d'une valeur de 13 milliards de dollars pour améliorer l'environnement des entreprises agricoles et favoriser les exportations agricoles.

Le Fonds ambitionne également l'augmentation des revenus des petits agriculteurs, la facilitation des démarches de financement des micro et petites entreprises et le renforcement des infrastructures agricoles. Le gouvernement avait également annoncé un méga-plan de 266 milliards de dollars afin de mener à bon port l'économie nationale et promouvoir notamment les chaînes d'approvisionnement locales.

INDE

Les réserves de change atteignent plus de 545 milliards de dollars

Les réserves de change de l'Inde ont augmenté de 3,61 milliards de dollars pour atteindre un record de 545,6 mds de dollars, a annoncé samedi la Banque centrale indienne.

Les réserves de change de l'Inde comprennent des actifs en devises étrangères (FCA), les réserves d'or, les droits de tirage spéciaux (DTS) et la position de réserve auprès du Fonds monétaire international (FMI).

Sur une base hebdomadaire, les FCA, la plus grande composante des réserves de change, ont augmenté de 3,1 milliards de dollars pour s'établir à 503,04 mds de dollars, selon le supplément statistique hebdomadaire de la Banque centrale indienne. La valeur des réserves d'or du pays a bondi de 486 millions de dollars pour se situer à 36,4 mds de dollars, de même que la position de réserve du pays auprès du FMI a augmenté de 23 millions de dollars pour atteindre 4,63 milliards de dollars. Il en est de même pour la valeur des DTS qui a augmenté de 4 millions de dollars à 1,47 milliards de dollars, précise la même source.

APS

BOURSE

La Bourse de Tokyo indécise face au flou sur le plan d'aide américain

La Bourse de Tokyo était indécise vendredi en matinée, en raison du flou autour des futures mesures de relance aux Etats-Unis faisant l'objet de négociations confuses entre républicains et démocrates.

Vers 01H15 GMT l'indice vedette Nikkei avançait à peine de 0,08% à 23.664,92 points, tandis que l'indice

élargi Topix était dans le rouge (-0,36% à 1.649,47 points).

L'administration Trump a continué jeudi de négocier un plan de relance économique avec les démocrates, mais la confusion semblait régner entre le choix d'aides ciblées ou d'un plan plus large. Wall Street avait cependant préféré voir le verre à moitié plein et avait

clôturé jeudi en petite hausse.

La consommation des ménages au Japon a poursuivi sa forte baisse en août (-6,9% sur un an), selon un indicateur publié vendredi, un nouveau rappel de la difficulté à raviver l'activité économique du pays après son gros trou d'air au printemps en raison de la pandémie.

MATIÈRES PREMIÈRES

Records pour l'aluminium et le sucre, l'or fébrile

L'or a souffert en début de semaine, avant de se reprendre vendredi, tandis que la confusion autour d'un nouveau plan de relance aux Etats-Unis domine toujours.

"Ces derniers jours, la même histoire s'est répétée pour l'or tandis que les prix sont restés dans une fourchette étroite malgré les rebondissements et la confusion sur le quatrième plan de relance américain", a expliqué Lukman Otunuga, analyste pour FXTM. L'administration Trump et les démocrates ont repris jeudi les négociations pour tenter, malgré leurs divergences, d'adopter un nouveau plan de relance économique crucial, devenu un enjeu électoral à moins d'un mois du scrutin présidentiel.

"Je pense que nous avons de très fortes chances de faire quelque chose", a assuré jeudi matin le président américain sur la chaîne Fox Business News, faisant état de "discussions très productives".

Un changement de ton radical, alors que Donald Trump avait annoncé mardi la fin des négociations alors repoussées à après l'élection du 3 novem-

bre. Le dollar et l'or sont tous les deux considérés comme des valeurs refuge mais ces derniers jours, l'amélioration de l'appétit des investisseurs pour le risque semble avoir surtout pénalisé le billet vert, ce qui a aidé l'or. En effet, le métal précieux étant libellé en dollar, une baisse de ce dernier rend l'or plus attractif pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1.925,53 dollars vendredi à 15H40 GMT (17H40 à Paris), contre 1.899,84 dollars le vendredi précédent à la clôture.

Le cours de l'aluminium a progressé cette semaine sur le London Metal Exchange (LME) et a même accéléré vendredi pour atteindre un prix plus vu depuis juillet 2019.

Pour Daniel Briesemann, analyste de Commerzbank, cette hausse est liée "à l'augmentation des cas de Covid-19 en Malaisie, qui entraîne de nouveaux confinements à Port Kelang où se trouve près de 60% des stocks d'aluminium du LME".

Par ailleurs, le département du Commerce américain a annoncé vendredi

qu'il allait imposer "immédiatement" des droits antidumping préliminaires sur les importations de tôles en alliage d'aluminium en provenance de 18 pays dont l'Allemagne, Bahreïn, le Brésil, l'Espagne, l'Inde et l'Italie.

Le secrétaire américain au Commerce Wilbur Ross a par ailleurs souligné que la Chine ne figurait pas sur cette liste dans la mesure où "de très nombreux droits de douane sur leurs produits en aluminium" ont déjà été imposés.

Sur la seule séance de vendredi, le cours de l'aluminium gagnait plus de 2%.

Sur le LME, la tonne d'aluminium pour livraison dans trois mois s'échangeait à 1.848,00 dollars vendredi vers 15H40 GMT (17H40 à Paris), contre 1.768,00 dollars le vendredi précédent en fin de Les cours du sucre se sont appréciés cette semaine, dans le sillage des cours du pétrole, la cotation new-yorkaise atteignant même jeudi un plus haut depuis le 2 mars au moment où les cours chutaient face à la propagation du Covid-19.

Parmi les facteurs de hausse cette semaine, une moindre production atten-

due en Thaïlande "en raison de la réduction des surfaces plantées et des pluies irrégulières pendant la saison de la mousson", a alerté Jack Scoville, de Price Group.

Après le Brésil, la Thaïlande est le deuxième exportateur mondial de sucre et fournit principalement du sucre blanc sur les marchés internationaux.

Les deux cours de référence de l'or noir, le Brent et le WTI, se sont par ailleurs appréciés d'environ 10% sur la semaine, et retrouvaient vendredi leurs niveaux de mi-septembre.

Un prix du pétrole en hausse encourage la transformation de la canne à sucre en éthanol, qui devient plus compétitive face à l'or noir, et réduit donc l'offre de sucre sur le marché.

A Londres, la tonne de SUCRE BLANC pour livraison en décembre valait 383,80 dollars vendredi vers 15H40 GMT, contre 373,30 dollars le vendredi précédent à la clôture.

A New York, la livre de SUCRE BRUT pour livraison en mars 2021 valait dans le même temps 14,19 cents, contre 13,55 cents sept jours auparavant.

ENVIRONNEMENT

Forêt de Djbel El Ouahch de Constantine: collecte d'environ 20 tonnes de déchets ménagers (Conservation des forêts)

Une quantité de près de 20 tonnes de déchets ménagers a été collectée samedi au niveau des lacs 3 et 4 ainsi que du parc de stationnement de la forêt de Djbel El Ouahch dans la commune de Constantine.

Environ 20 tonnes de déchets ménagers de toutes sortes (sacs, bouteilles en plastique et restes de nourriture jetés par les familles qui se rendent dans cet espace de détente) ont été ramassés lors d'une opération de nettoyage de cette zone forestière, a indiqué en marge de cette initiative, le responsable de la communication auprès de la Conservation des forêts, Ali Zegrou. Organisée conjointement par la Direction des forêts et la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), cette opération a vu la participation de plusieurs associations sportives et environnementales ainsi que des entreprises spécialisées dans le nettoyage et la collecte de déchets, a-t-on précisé.

Ont pris part à cette action, les représentants de 25 mouvements associatifs, entre autres le Club d'aventure et des activités de montagne, l'Association pour le développement rural et la promotion des investissements, l'Association Tarik Assalama, l'Association de la chasse et les scouts musulmans algériens (SMA), ainsi que l'Association pour la protection de l'environnement et de la nature, a-t-on détaillé.

A l'occasion, plus de 400 volontaires formés et plus de 70 agents de la Conservation des forêts, de la DJS et des services d'assainissement de la commune de Constantine ont été mobilisés en sus de la mobilisation de quatre (4) grands camions, a fait savoir la même source, notant que les déchets collectés seront détruits dans les différents centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya.

S'exprimant en marge de cette opération, le président de l'Association pour le développement rural et la promotion des investissements, Badis Filali a insisté sur l'importance de l'esprit de responsabilité citoyenne ainsi que la préservation et la valorisation de ce patrimoine forestier "important".

Pour rappel, une large opération de nettoyage a été organisée récemment au niveau des forêts d'El Djebas (commune de Constantine) et d'El Baaraouia (commune d'El-Khroub) où une quantité importante de déchets de différentes natures, estimées respectivement à près de 20 tonnes et 47 tonnes, a été collectée et enfouie.

A signaler que la wilaya de Constantine dispose d'environ 28.074 hectares de surfaces forestières, soit 12 % de sa superficie totale.

BATNA

2 morts et sept blessés dans une collision entre deux voitures et un bus (Protection civile)

Deux (2) personnes sont mortes et sept (7) autres ont été blessées, dont deux gravement, dans un accident de la route survenu sur la RN 31 dans la wilaya de Batna, a indiqué samedi le chargé de communication de la Protection civile, le lieutenant Zohar Nekaa.

L'accident s'est produit à la sortie nord de la ville de Tazoult en allant vers la région de Markouna, a précisé le lieutenant Nekaa.

Deux voitures touristiques sont entrées en collision avec un minibus assurant la desserte Batna-Takout, causant la mort sur place de deux personnes âgées de 43 et 45 ans, et des blessures de différents degrés de gravité à 7 autres âgés entre 22 et 80 ans, a-t-il expliqué.

Tous les blessés ont été transférés aux urgences médicales du Centre hospitalo universitaire de Batna par la Protection civile, a ajouté la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les causes exactes de ce drame.

COLLECTIVITÉS - DÉVELOPPEMENT

La politique de prise en charge des zones d'ombre commence à se matérialiser dans de nombreuses régions du pays (Merad)

Le Conseiller du Président de la République chargé du suivi des zones d'ombre, Brahim Merad, a affirmé samedi à Souk Ahras que "la politique de prise en charge des zones d'ombre commence à se matérialiser dans de nombreuses régions du pays".

"La politique judicieuse et intelligente du programme de développement des zones d'ombre commence à porter ses fruits sur le terrain", a souligné le responsable, lors d'une visite d'inspection, entamée vendredi, en présence des autorités locales dans plusieurs zones d'ombre de la wilaya frontalière dans les communes de Zouabi, Safel El Ouiden, Sidi Fredj, Mechroha et Ouled Driss.

Le conseiller du Président de la République a indiqué, dans ce contexte, que la population de plusieurs zones reculées n'avait pas de routes, d'école, de raccordement aux réseaux de gaz naturel, d'électricité, d'eau potable et d'assainissement, de cantine et de transport scolaire, ajoutant que les différentes commodités nécessaires à une vie décente seront généralisées avec la mise en œuvre du programme à travers l'Algérie profonde, où 15.000 régions ont été dénombrées et ce, à la faveur d'un montant estimé à 184 milliards de DA, alloués par différentes sources de financement.

A cette occasion, M. Merad a également évoqué les effets positifs des opérations de développement visant la pro-



motion des zones d'ombre qui permettront, selon lui, d'améliorer les conditions de vie d'environ 9 millions de citoyens vivant dans ces zones à travers le pays.

Il a considéré, en ce sens, que la concrétisation des différentes opérations de développement, dans le cadre de ce programme, "provoquera un exode inverse de la population des régions urbaines vers les zones d'ombre, au regard de la disponibilité de diverses conditions de vie décentes".

Après avoir écouté un exposé sur les zones d'ombre dans la wilaya de Souk Ahras, présenté par le wali, Lounès Bouzegza, dans la zone d'om-

bre de Ouled Ali dans la commune de Ouled Driss, M. Merad a affirmé que l'Etat a commencé à assurer le développement des zones d'ombre pour fixer la population dans leurs régions d'origine afin d'exploiter les terres agricoles.

Le responsable a fait savoir, en outre, que le programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant les zones d'ombre, garantit l'égalité des chances entre les habitants des zones rurales, ceux des zones reculées et les résidents des centres urbains. Dans ce contexte, il a rappelé que le président de la République attache une

grande importance aux zones d'ombre faisant partie des 54 engagements qu'il a promis de concrétiser dans son programme. Le conseiller du Président de la République a ajouté, par ailleurs, que ce programme a permis au citoyen de se réconcilier avec son environnement et ne plus penser à se déplacer vers d'autres zones, ce qui permettra de réduire la pression sur les grands pôles urbains et investir dans la culture céréalière, la plantation d'oliviers et d'arbres fruitiers, ainsi que l'apiculture et l'élevage des bovins et des ovins en vue de créer des emplois.

Dans la wilaya de Souk Ahras, M. Merad a visité de nombreuses zones d'ombre à l'instar de Gabel Retba (700 habitants) dans la commune de Khemissa, où les travaux de raccordement des foyers au réseau de gaz naturel, le godronnage d'une route sur une distance de 3 km, en plus d'un projet de construction d'un réservoir d'eau sont en cours.

Il s'est rendu en outre à Mahjoura, Souinia, à l'Est et à l'Ouest de Laâyoune, à l'Ouest de Sthia, Zaouia et Ouled Ali, où des travaux de réalisation de plusieurs projets de développement sont également en cours.

DÉVELOPPEMENT

El Tarf : d'importants financements mobilisés pour la promotion des zones d'ombre (Merad)

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad a indiqué, samedi, à El Tarf, que "d'importants financements ont été consacrés par l'Etat dans le cadre des efforts visant la promotion des zones d'ombre".

D'importants financements sont prévus pour booster le développement dans les zones d'ombre recensées à l'échelle nationale et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et démunies, a-t-il soutenu, en marge de la première journée de sa visite destinée à s'enquérir de l'état de développement dans les zones d'ombre de cette wilaya de l'extrême Nord-Est du pays. Un montant de 184 milliards de dinars sera consacré à la concrétisation de divers projets de développement local au profit de 15.000 zones d'ombres à

l'échelle nationale, a-t-il noté lors de sa visite, entre autres, des localités démunies de Oum Hossane, Choucha, Senhadja et Groun Aicha, relevant des communes de Hamam Beni Salah, Oued Zitoune, Bouhadjar et Ain Kerma.

Il a rappelé que le président de la République, M Abdelmadjid Tebboune accordé un intérêt particulier à ces zones d'ombre, en vue de garantir une vie décente aux habitants des zones reculées et déshéritées.

M. Merad a, dans ce contexte, mis en exergue les efforts consentis pour la concrétisation de la politique judicieuse adoptée par l'Etat à travers une série de visites d'inspection de l'ensemble des zones d'ombre, lesquelles ont bénéficié de divers projets de développement, appelés à contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Faisant état du

recensement de 185 zones d'ombre à l'échelle de la wilaya d'El Tarf, le chef de l'exécutif local, Harfouche Benarar, a de son côté précisé que 141 d'entre elles ont enregistré le lancement de projets de développement local garantissant l'amélioration de leur cadre de vie.

Le même responsable, qui a exposé le programme des projets de développement, a soutenu qu'une fois concrétisés, ces opérations de développement ayant trait aux besoins quotidiens de la population, toucheront quelques 83.000 habitants, avec un taux de 17 % de la population de cette wilaya frontalière.

Le conseiller du président de la République poursuivra, demain dimanche, sa visite de travail et d'inspection à travers diverses autres localités rurales démunies relevant des communes de Bougous et de Ain El Assel.

BÉCHAR

Plusieurs projets inscrits pour la zone d'ombre de Guetrani

Plusieurs projets de développement sont inscrits au profit de la zone d'ombre de Guetrani, dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar), en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen et répondre à ses attentes, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit, entre autres opérations, de la réalisation pour huit (8) millions DA d'un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) et d'un réseau d'assainissement avec

extension de son collecteur principal sur plusieurs kilomètres afin d'éloigner le rejet des eaux usées de la zone d'habitation, a-t-on précisé.

Un château d'eau de 100 M3 a été également réalisé dans un but de renforcement de l'AEP dans cette zone rurale qui connaissait un manque de ce genre d'ouvrages hydrauliques, a indiqué la même source, en précisant que ce projet a été réalisé et équipé avec une enveloppe financière de 911.000

DA. Aussi, dans la perspective de l'amélioration et le développement des infrastructures scolaires (premier palier), une opération de réhabilitation des classes et de la cour de l'unique école primaire de la localité a été concrétisée avec un financement de plus d'un million de dinars, a-t-on ajouté. En matière d'habitat, 36 aides financières, totalisant un montant de 36 millions DA, ont été attribuées aux familles dans le besoin d'un

habitat décent, en vue d'améliorer leurs conditions de vie, ont révélé les mêmes services de la wilaya. A travers cette zone à vocation pastorale, les responsables de la wilaya ont également investi dans l'énergie solaire où l'école primaire, le centre de santé et d'autres établissements publics utilisent déjà cette source d'énergie pour leurs différents besoins quotidiens, ont fait savoir les services de la wilaya de Béchar.

MEXIQUE

Une statue de Christophe Colomb retirée à Mexico

Une statue de l'explorateur Christophe Colomb a été retirée samedi d'une grande avenue de Mexico par les autorités, alors que des militants avaient annoncé leur intention de la démonter lors d'une manifestation prévue lundi à l'occasion de la commémoration de l'arrivée de Colomb en Amérique.

La statue du navigateur génois a été démontée et retirée d'une grande artère touristique de la capitale mexicaine, en lien avec les institutions culturelles, a annoncé dans un communiqué le ministère de la Culture.

Ce retrait répond "à la demande du gouvernement de la ville de Mexico" de soumettre le monument "à un examen et à une éventuelle restauration" qui sera menée par l'institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH). Plusieurs groupes de militants avaient appelé à une manifestation sous le mot d'ordre "Nous la ferons tomber", lundi, jour de la commémoration de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique en 1492.

Longtemps présenté comme "le découvreur de l'Amérique", Christophe Colomb est désormais associé par certains aux



exactions commises par les Européens envers les Amérindiens. Quatre statues de frères franciscains, dont l'Espagnol Bartolomé de las Casas, ont également été dépla-

cées en vue d'une restauration.

La maire de Mexico Claudia Sheinbaum a laissé entendre, lors d'une conférence de presse, qu'une fois restauré, le monument pourrait ne pas être

remonté sur l'avenue, où il avait été installé en 1877.

"Cela vaudrait peut-être la peine (...) de réfléchir collectivement à ce que Colomb représente, en particulier pour l'année prochaine", a-t-elle dit.

En 2021, le Mexique commémore le 200e anniversaire de l'Indépendance du Mexique et le 500e anniversaire de l'invasion européenne avec la chute de Tenochtitlan, ancien nom de Mexico sous domination aztèque. Le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador, a réclamé dans une lettre datée du 2 octobre que le Vatican, mais également la Couronne et le gouvernement espagnols, présentent des excuses aux peuples indigènes pour les "atrocités les plus honteuses" commises lors de la Conquête espagnole en 1521.

IRAN

5 morts dans une explosion de gaz

Au moins cinq personnes ont été tuées dimanche dans une explosion de gaz survenue dans la ville d'Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran, a rapporté l'agence de presse iranienne ISNA.

L'explosion s'est produite dans un bâtiment résidentiel de deux étages situé au marché d'Ameri à Ahvaz et a également fait neuf blessés, a indiqué Ebrahim Qanbari, chef de l'organisation de lutte contre les incendies de la municipalité d'Ahvaz.

L'incident a provoqué de lourds dégâts à plusieurs bâtiments résidentiels et commerciaux de la zone, selon la même source.

FRANCE

5 morts dans la collision d'un ULM et d'un avion de tourisme

Cinq personnes sont mortes samedi en France dans la collision d'un ULM et d'un avion de tourisme à Loches (centre), a indiqué samedi la préfecture du département.

"Un petit ULM transportant deux personnes et un avion de tourisme de type DA40 transportant trois personnes se sont télescopés aux alentours de 16H30-17H00, le premier atterrissant sur la clôture d'une maison à Loches, sans faire de victime supplémentaire, le second à plusieurs centaines de mètres dans un secteur non habité", a indiqué Nadia Seghier, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire.

"Les cinq personnes impliquées sont décédées", a-t-elle ajouté.

Une cinquantaine de pompiers ont été dépêchés sur les lieux ainsi qu'une trentaine de gendarmes pour mettre en place des déviations routières.

On ignore encore l'identité des victimes et le motif du télescopage.

"Il y a peu d'éléments fiables, on peut penser qu'il y a cinq morts mais ce n'est pas complètement certain, il y en a deux sûrs", a déclaré Grégoire Dulin, procureur de la République de Tours, présent sur place.

Selon un témoignage recueilli sur place, l'ULM a atterri sur le compteur électrique de l'habitation et a pris feu. La zone de l'accident est totalement bouclée par les gendarmes et les voisins ont été priés de rester chez eux.

Des pompiers, "techniciens en identification criminelle", sont sur place pour identifier les corps.

Les occupants de la maison sur la clôture de laquelle s'est écrasé l'ULM n'étaient pas sur place au moment de l'accident.

Il s'agit d'une zone pavillonnaire bordée par une route très fréquentée, au sud du centre-ville.

Les collisions mortelles entre un ULM et un autre appareil sont rares. En Espagne, sept personnes, dont deux mineurs, sont mortes en août 2019 quand un hélicoptère et un ultraléger motorisé se sont percutés dans les airs au-dessus de l'île de Majorque.

Il n'y a eu aucun survivant.

APS

THAÏLANDE

Collision entre un train et un autocar, 17 morts

Au moins 17 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines blessées dimanche lors d'une collision entre un train et un autocar près de Bangkok, ont annoncé les autorités.

L'accident est survenu à environ 50 kilomètres de la capitale alors que l'autocar transportait les passagers vers un temple de la province de Chachoengsao, dans l'est de la Thaïlande, pour assister à une cérémonie bouddhiste, a indiqué un responsable local de la police.

"Le bilan que nous avons pour le moment est de 17 morts", a déclaré ce responsable.

La collision a eu lieu vers 08h00 heure

locale (01h00 GMT). Le gouverneur de la province, Maitree Tritilanond, a déclaré aux journalistes qu'au moins 29 personnes avaient été blessées.

Les premières images diffusées par des sauveteurs montrent l'autocar renversé sur un côté, son toit arraché, des morceaux de métal tordus, des corps couchés sur la voie ferrée et des objets personnels de passagers éparpillés sur le lieu de la collision.

Le nombre des morts et celui des blessés devraient augmenter, selon les responsables. De tels accidents sont courants en Thaïlande, pays qui se trouve régulièrement

en tête des classements des réseaux routiers les plus dangereux du monde.

Les excès de vitesse, la conduite en état d'ivresse et la faiblesse des contrôles routiers sont les principales causes de cette situation. Selon un rapport publié en 2018 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Thaïlande a le deuxième taux de mortalité due aux accidents de la circulation dans le monde.

La majorité des victimes sont des motocyclistes, mais les accidents d'autocars transportant des groupes de touristes ou de travailleurs sont fréquents.

AFRIQUE DU SUD

12 morts dans un accident au KwaZulu-Natal

Douze personnes ont été tuées dans un accident de la route survenu samedi dans la province du KwaZulu-Natal, à l'est de l'Afrique du Sud.

L'accident a eu lieu lorsque le chauffeur d'un minibus a perdu

le contrôle de son véhicule et s'est renversé dans un ravin près de la ville de Bulwer, a indiqué le porte-parole des services d'urgence du KwaZulu-Natal, Robert McKenzie.

Trois autres personnes dans

un état critique ont été transportées à l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires, a-t-il ajouté.

Les routes sud-africaines sont parmi les plus meurtrières en Afrique. Selon les chiffres

officiels, plus de 14.000 personnes sont tuées chaque année sur les routes du pays.

Ces accidents coûtent à l'économie sud-africaine plus de 164 milliards de rands (environ 11 milliards de dollars US).

BRÉSIL

Un feu de forêt menace un sanctuaire d'éléphants

Un incendie de forêt s'est déclaré dans des zones proches du sanctuaire des éléphants du Brésil, le seul d'Amérique latine, alors que les autorités s'efforcent de l'empêcher d'atteindre cette réserve.

Les responsables de la Chapada dos Guimarães, un parc situé dans l'état du Mato Grosso et qui abrite le sanctuaire des éléphants, ont indiqué samedi que les animaux ne sont pas en danger et que les équipes de pompiers combattent les flammes depuis la nuit de vendredi.

Les flammes, dont l'origine n'est pas encore connue, ont commencé jeudi et se sont rapidement propagées à travers le parc national, mais sans encore atteindre les terres occupées par les éléphants, qui ont été envahis par d'épais

nuages de fumée et de cendres. Les pompiers ont reconnu que l'incendie n'était pas encore totalement maîtrisé, mais ont souligné que, du moins pour l'instant, la situation n'est pas aussi grave que celle qui se produit dans le Pantanal, une vaste zone humide qui a subi de graves incendies ayant provoqué ces dernières semaines le décès d'un grand nombre d'animaux. Le sanctuaire a été créé en 2015 pour accueillir des éléphants collectés auprès des cirques et des zoos et couvre près de 1.100 hectares de collines et de petites vallées, avec des savanes et des pentes similaires aux écosystèmes africains et asiatiques dont ces grands mammifères sont issus.

Toute la région destinée aux éléphants a son périmètre clôturé avec des tubes en acier, sans

systèmes électriques ni barbelés qui pourraient nuire aux animaux, qui vivent avec d'autres espèces dans le même écosystème.

Actuellement, le sanctuaire est habité par cinq éléphants, après la mort de deux ces dernières années, mais les responsables attendent l'arrivée de trois autres dans les prochains mois.

Le dernier "invité" est arrivé en mai dernier d'Argentine.

Il s'agit de l'éléphant Mara, qui depuis 1995 se trouvait dans un zoo de Buenos Aires et a été transféré au Sanctuaire dans une opération beaucoup plus complexe que d'habitude, en raison des restrictions que les deux pays ont imposées pour contenir la pandémie de coronavirus.

ROUMANIE

Un ancien responsable en détention provisoire pour "falsification de diplômes"

Le parquet roumain a demandé le placement en détention provisoire d'un responsable de l'Office de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, accusé de "falsification de diplômes", ont rapporté dimanche, des médias, citant la police.

"La personne mise en cause fait l'objet d'une enquête pour avoir trompé plusieurs institutions publiques, en soumettant au dossier de candidature des diplômes falsi-

fiés qui ont ensuite été annulés par les tribunaux compétents", a expliqué la police.

Le responsable, 53 ans, a été placé en garde à vue pour 24 heures à Bucarest samedi. Tourneur de formation, il est soupçonné d'avoir falsifié son diplôme du baccalauréat pour occuper plusieurs postes au cours de la dernière décennie. Il avait démissionné jeudi de ses fonctions à la tête de l'Office de prévention et de lutte contre le

blanchiment d'argent, qu'il occupait depuis début septembre. Son domicile dans le sud de la Roumanie a été perquisitionné samedi. Selon les médias locaux, ce responsable a obtenu son baccalauréat en 1999, alors qu'il était âgé de 32 ans. Il aurait ensuite reçu un diplôme d'une faculté de Gestion à Bucarest en 2008 avant de décrocher trois années plus tard, à 44 ans, un doctorat en manage-

S A N T É - A L G É R I E

PALUDISME

Ghardaïa : enquête pour déterminer l'origine de l'apparition de cas de paludisme

Une enquête épidémiologique et entomologique a été lancée dans la wilaya de Ghardaïa pour déterminer les réservoirs et les vecteurs de cas de paludisme décelés récemment dans la région, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Une équipe locale, composée de médecins et techniciens de la santé formée au préalable sur les maladies dites tropicales, a entamé cette enquête pour déterminer l'origine et la chaîne de transmission de cette pathologie, suite à l'apparition récemment de cas de paludisme dans la wilaya, a révélé à l'APS le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani.

Au total, 17 cas de paludisme importés (16 à El-Menea et 1 à Ghardaïa) ont été dépistés auprès d'immigrés clandestins issus de pays subsahariens, dont 5 cas confirmés par le laboratoire de référence de l'Institut Pasteur Algérie (IPA) depuis l'apparition de cette pathologie infectieuse et parasitaire au début du mois en cours, a-t-il précisé.

Et d'ajouter que toutes les dispositions ont été mises en œuvre pour une prise en charge thérapeutique des patients impaludés au niveau de l'hôpital "Mohamed Chaâbani" d'El-Menea et "Brahim T irichine" de Ghardaïa et que l'état de santé de ces paludés évolue favorablement.

Un dépistage actif et une prospection sur le terrain viennent d'être également lancés pour rechercher éventuellement d'autres cas de malades, des porteurs de parasites et les gîtes d'anophèles dans des localités ou une main d'œuvre originaire des pays subsahariens, présumée porteuse de parasite, y est employée, a fait savoir de son côté le secrétaire général de la wilaya, Lahcen Lebbad, lors d'une réunion d'urgence, organisée à la suite de l'apparition de ces cas de paludisme.

M. Lebbad a recommandé à l'ensemble des autorités locales l'organisation de surveillances entomologiques, d'opérations de désinsectisation et de démoustication par aspersion intra-domiciliaire ainsi que l'élimination des mares, des fuites d'eau et l'ensemencement des bassins d'eau, des barrages et autres retenues collinaires de Gambusia, une espèce de poisson employée dans le monde pour lutter contre les moustiques. L'ensemble des praticiens de la wilaya de Ghardaïa a été instruit d'être vigilant et de pratiquer le dépistage par la goutte épaisse, une technique de concentration d'hématies en vue de rechercher le paludisme dans le sang, à chaque cas ayant une forte fièvre inexplicable.

Des praticiens de Ghardaïa, outrés par la dégradation environnementale et la prolifération de foyers générateurs des vecteurs de transmission, ont appelé au renforcement de la vigilance contre cette endémie, surtout avec les flux migratoires issus de pays subsahariens et la lutte contre les déchets sauvages d'ordures ménagères jonchant sur la voie publique.

132 nouveaux cas, 104 guérisons et 6 décès

Cent trente-deux (132) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 104 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 53 072 dont 132 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1801 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 37.274, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 15 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 29 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 4 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



PERSONNEL - HOMMAGE

Vibrant hommage au Coordinateur paramédical Djamel Chekir à l'EHS El-Kettar

Un vibrant hommage a été rendu, dimanche à Alger, par la Direction et le personnel de l'EHS d'El-Kettar au Coordinateur paramédical, Djamel Chekir, récemment décédé des suites du Coronavirus et ce, en reconnaissance au dévouement "exemplaire" dont il a fait montre, sa longue carrière durant.

"Je suis content qu'on ait pensé à honorer le défunt et tenais à y être présent à titre amical.

Djamel Chekir, un enfant de l'hôpital El-Kettar, et qui s'est sacrifié pour celui-ci.

C'était une personne engagée, volontaire durant son parcours professionnel, admirable en dépit des difficultés", a confié à l'APS le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah, présent à l'hommage organisé en présence également de membres de la famille et d'anciens collègues du regretté.

Il a souligné que le défunt, retraité depuis quelques mois, s'est proposé d'assurer, à titre gracieux, le suivi des cas de



Coronavirus en début de son apparition en Algérie, notant qu'"il a été au front de toutes les maladies transmissibles" qu'a connus le pays.

"C'est un moment qui va nous marquer.

Il a pris la décision de rester en ore à El-Kettar et il l'a payé de sa vie.

J'en garde le meilleur des souvenirs en termes d'exemplarité et d'amitié", a ajouté le ministre délégué. Allant dans le même sens, le directeur de cet établissement spécialisé, Zohir Bouyoucef, a tenu à témoigner en ces termes : "Je n'oublierai jamais que lorsque je lui ai annoncé

au téléphone les premiers cas de Coronavirus détectés ici, Djamel m'avait assuré qu'il se présenterait dans les minutes suivantes+."

Actuels et anciens collègues ont été unanimes à relever, pour leur part, "le dévouement et l'humanisme exceptionnels" ayant caractérisé le regretté, qui était aussi connu pour être particulièrement enclin à "servir les plus démunis parmi les malades".

"Il était un concentré de bienveillance et s'est voué corps et âme à son travail.

C'est à lui que l'hôpital doit grandement l'organi-

sation du service Lavran et Nicolle, dédié au suivi des sidéens et des malades atteints d'hépatites", a indiqué Dr Sihem Bourghoud.

Proche ami et collègue du défunt, 33 ans durant, Dr Ali Belhacene a tenu, pour sa part, à rappeler "les défis relevés en commun" face à l'épidémie du Choléra ayant sévi en Algérie durant les années 80 et qui les a contraints à "ne point quitter l'hôpital pendant des jours".

L'ayant également côtoyé, tout aussi longtemps, Dr Zahia Guerriane témoigne, à son tour : "Je n'ai jamais connu un être aussi consciencieux au travail.

Il lui est arrivé de nettoyer lui-même, à grande eau, le service dont il assurait la coordination".

Lors de cet émouvant hommage, le Cercle de l'établissement d'El-Kettar a été baptisé du nom de Djamel Chekir qui y a exercé durant plus de 40 ans, devenant ainsi le doyen des paramédicaux de cette structure sanitaire.

CANCER - DÉPISTAGE

Oran : lancement d'une caravane pour le dépistage précoce du cancer du sein dans les zones d'ombre

Une caravane de dépistage des cancers du sein et de l'utérus a été lancée lundi pour sillonner les zones d'ombre de la wilaya d'Oran, a indiqué le chargé de l'information à la direction de la Santé et de la Population.

Une équipe médicale composée d'un oncologue, d'un gynécologue, d'un généraliste et d'un psychologue sillonnera jusqu'à fin octobre les zones d'ombre d'Oran, a indiqué Dr Youcef Boukhar.

Le responsable a fait savoir que l'équipe médicale dispose d'une ambulance équipée de tout le matériel nécessaire pour le dépistage des cancers du sein et de



l'utérus, soulignant que le but de cette campagne est d'aller vers les femmes vivant dans les zones d'ombre pour les examiner.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre des activités du "Mois Rose" (octobre) pour le dépistage précoce du cancer du sein, sachant que la plupart des établissements de santé de la wilaya d'Oran suivent le rythme de l'événement et reçoivent des femmes qui souhaitent subir des tests de dépistage du cancer du sein et de l'utérus sans rendez-vous au préalable.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 1.074.055 décès

La pandémie de coronavirus (Covid-19) a fait au moins 1.074.055 décès dans le monde depuis l'apparition de la maladie en Chine fin décembre, selon un nouveau bilan établi par des médias dimanche à partir de sources officielles.

Plus de 37.297.350 cas d'infection ont été également confirmés depuis le début de l'épidémie.

Au moins 25.763.900 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Sur la journée de samedi, 4.871 décès et 343.734 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 918 morts, les Etats-Unis (735) et le Brésil (559). Les Etats-Unis sont le



pays le plus touché tant en nombre de décès que de cas, avec 214.379 décès pour 7.719.254 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 3.062.983 personnes ont été déclarées guéries.

Les autres pays les plus touchés sont le Brésil avec 150.198 morts et 5.082.637 cas, l'Inde avec 108.334 morts (7.053.806 cas), le Mexique avec 83.642 morts (814.328 cas), et le Royaume-Uni avec 42.760 morts (590.844 cas).

AFRIQUE

Le bilan dépasse 1,55 millions de cas confirmés

L'Afrique a enregistré plus de 1,55 million de cas de coronavirus, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) dans un communiqué.

Au dimanche 11 octobre, le conti-

nent africain a enregistré 1 556 262 de contaminations et au moins 37 922 personnes ont succombé au virus à travers le continent, a affirmé le CDC.

Les données indiquent néanmoins que plus de 1,29 million (1 292 306) de

patients se sont rétablis. L'Afrique australe compte 755 943 cas confirmés, l'Afrique du Nord 379 125, l'Afrique de l'Ouest 180 660, l'Afrique de l'Est 181 937 et l'Afrique centrale 58 597 cas.

INDE

L'Inde franchit le seuil des 7 millions de cas

Le nombre de cas de coronavirus a franchi dimanche en Inde le seuil des 7 millions, un chiffre qui se rapproche de celui atteint par les Etats-Unis, le pays au monde le plus touché par la pandémie.

Les chiffres du ministère de la Santé font état d'une hausse de près de 75.000 nouveaux cas dimanche, ce qui porte le nombre total de personnes contaminées en Inde à 7,05 millions, et ce qui place ce pays en deuxième position après les Etats-Unis qui en comptent 7,7 millions.

Les experts affirment que le chiffre pourrait en réalité être bien plus élevé, le taux de dépistage dans ce vaste pays de 1,3 milliard d'habitants - qui compte certaines des villes les plus peuplées de la planète - étant beaucoup plus faible que dans de nombreux autres pays. Cette hypothèse est confirmée par une série d'études sur la présence d'anticorps prouvant une infection passée au Covid-19. Ces dernières ont révélé que le taux d'infection au sein de la population indienne pourrait être plus

élevé que ceux officiellement enregistrés. Le nombre de décès en Inde, qui s'élevait dimanche à 108.334, est inférieur à celui des Etats-Unis, qui ont enregistré 214.305 morts liées au Covid-19, et au Brésil (150.198), qui compte officiellement deux millions de cas de contamination de moins que l'Inde.

Parmi les facteurs pouvant expliquer ces chiffres figurent la relative jeunesse de la population indienne, une possible immunité grâce à d'autres maladies ainsi que moins de déclarations. Cette

hausse des contaminations intervient en Inde alors que le gouvernement continue de lever les mesures de restriction afin de stimuler l'économie durement frappée par un strict confinement imposé en mars.

Jeudi, les cinémas doivent rouvrir - bien qu'à la moitié de leur capacité - et les experts craignent que la prochaine saison des fêtes, lors desquelles d'immenses foules se rassemblent à l'occasion de cérémonies publiques, n'aggrave la situation.

ETATS-UNIS

Légère amélioration des résultats des tests dans l'Etat de New York (gouverneur)

La lutte contre le COVID-19 a connu de légers progrès cette semaine dans l'Etat de New York, dont le taux de positivité des tests dans les "Zones rouges", où la pandémie s'avère la plus grave, s'est réduit à 4,95% vendredi, contre 6,17% la semaine dernière, a déclaré samedi le gouverneur Andrew Cuomo. Le taux de positivité dans l'ensemble de l'Etat, hors Zones rouges, était de 0,96%, tandis qu'il était de 1,07% en incluant ces dernières, a indiqué M. Cuomo, ajoutant que les Zones rouges abritent 2,8% de la population de l'Etat et concentrent 18% de l'ensemble des cas qui y ont été répertoriés cette semaine. "Nos chiffres restent une bonne nouvelle,

même si des clusters apparaissent dans certaines zones de l'Etat. Notre système de test est si avancé que nous avons pu les suivre sur 2,8% de la population de l'Etat et attaquer le virus au sein de cette population", a souligné le gouverneur dans un communiqué de presse publié par son bureau. "Maintenant, il va nous falloir travailler tous ensemble pour nous assurer que nous ne perdons pas le terrain chèrement gagné. Nous devons tous continuer à porter nos masques, à nous laver les mains, à pratiquer la distanciation sociale et surtout, à rester des New-Yorkais durs au mal", a-t-il ajouté. Dans les Zones rouges, 3.901 résultats de tests ont été com-

muniés vendredi, 193 étant revenus positifs, soit un taux de positivité de 4,95%, selon le communiqué. Dans le reste de l'Etat, hors Zones rouges, 130.678 résultats de tests ont été rapportés, donnant 1.254 positifs pour un taux de positivité de 0,96%, d'après la même source.

Selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins, le nombre de décès liés au nouveau coronavirus aux Etats-Unis a atteint 214.171 samedi après-midi tandis que le nombre de cas confirmés a dépassé les 7,7 millions.

Actuellement, l'Etat de New York reste l'un des plus touchés du pays.

USA

Trump n'est plus contagieux, déclare son médecin

Donald Trump n'est plus contagieux, a déclaré samedi le médecin de la Maison Blanche Sean Conley, neuf jours après que le président américain a été testé positif au Covid-19.

"Ce soir, je suis heureux d'annoncer qu'en plus du fait que le président remplissait tous les critères des CDC pour une cessation en sécurité de l'isolement, le test Covid PCR de ce matin montre, au regard des standards actuellement reconnus, qu'il n'est plus considéré comme risquant de transmettre (le virus) à d'autres personnes", a indiqué le Dr Conley dans un communiqué. Les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) sont la principale agence fédérale américaine en matière de santé publique. Selon le communiqué du Dr Conley, des tests ont montré qu'"il n'y a plus d'indice de répllication active du virus" et que la charge virale de M. Trump

"diminue". Le président n'a pas de fièvre et les symptômes qu'il éprouvait se sont "améliorés", a indiqué le médecin de la Maison Blanche, soulignant qu'il allait continuer à suivre son état de santé au moment où M. Trump reprend le cours normal de ses activités. Le président, qui a été hospitalisé pendant trois jours, a marqué samedi son retour dans la course vers l'élection du 3 novembre avec une allocution à la Maison Blanche prononcée devant plusieurs centaines de sympathisants. "Je vais bien!", a lancé M. Trump, tout sourire, au début d'une intervention d'une vingtaine de minutes.

La Maison Blanche a annoncé qu'il reprenait dès le début de la semaine prochaine ses meetings de campagne, sur un rythme intense: Floride lundi, Pennsylvanie mardi, Iowa mercredi.

FRANCE

Près de 27.000 nouveaux cas, nouveau record

Le nombre de nouveaux cas de Covid-19 en France a atteint un nouveau record samedi avec près de 27.000 personnes positives en 24 heures, tandis que la hausse du nombre de malades en réanimation s'est poursuivie, selon des chiffres publiés par Santé Publique France.

Le nombre de malades du Covid-19 hospitalisés en réanimation, soit les cas les plus graves, a de nouveau légèrement augmenté avec 1.456 personnes, soit 17 de plus que la veille, au plus haut depuis mai.

Les nouvelles admissions en réanimation, l'un des autres indicateurs importants pour suivre l'évolution de l'épidémie, sont en revanche en baisse, avec 110 patients, soit 40 de moins que vendredi.

Au pic de l'épidémie, début avril, plus de 7.000 malades étaient hospitalisés en réanimation. Ce nombre a ensuite fortement chuté jusqu'à fin juillet, puis a évolué dans une fourchette comprise entre 350 et 400 patients jusqu'à fin août, avant de reprendre une augmentation constante.

La capacité nationale actuelle est d'environ 5.000 lits de réanimation.

Le nombre total de malades hospitalisés, qui englobe également des formes moins graves de la maladie, poursuit son augmentation continue, à 7.976 samedi, en hausse de 133 par rapport à la veille.

26.896 nouveaux cas de contamination par le coronavirus ont par ailleurs été détectés au cours des dernières 24 heures, un record depuis l'utilisation des tests à grande échelle.

Le taux de positivité des tests (proportion des personnes positives sur l'ensemble des personnes testées) continue sa progression pour atteindre pour la première fois les 11% (il était à 10,4% vendredi).

Enfin dans les dernières 24 heures, 54 personnes sont mortes du Covid, portant le total des décès depuis le début de l'épidémie à au moins 32.684.

CANADA

Le nombre de cas dépasse les 180.000

Samedi après-midi, le Canada a confirmé un total de 180.145 cas de COVID-19, dont 9.608 décès, selon CTV.

L'administratrice en chef de la santé publique du Canada, Theresa Tam, a déclaré samedi que le Canada observait une évolution dans la propagation du COVID-19.

"Alors que le nombre de cas le plus élevé a été enregistré dans la tranche d'âge 20-39 ans au cours de l'été, nous observons à présent une augmentation du nombre de cas parmi les personnes plus âgées", a déclaré Mme Tam.

"Nous devons faire tout notre possible pour empêcher l'introduction et la propagation du virus dans ces milieux", a-t-elle ajouté. Les Canadiens ont entamé le long week-end de Thanksgiving dans un contexte de résurgence des cas de COVID-19 qui a entraîné des restrictions supplémentaires dans plusieurs régions à risque. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a averti vendredi que le pays était "à un point de basculement de cette pandémie".

Le nombre de décès au Canada pourrait atteindre 9.800 d'ici la fin de la semaine prochaine, une situation qui, selon lui, exige des efforts immédiats de la part des Canadiens pour limiter les sorties et les rassemblements.

MALADIES INFLAMMATOIRES DE L'INTESTIN

QU'EST-CE QU'UNE STOMIE ?

La Journée mondiale des personnes stomisées, ce 3 octobre, est l'occasion de mettre en lumière cette opération...

20 nouveaux cas de Maladie de Crohn ou de rectocolite hémorragique sont diagnostiqués chaque jour en France. Ces deux maladies inflammatoires chroniques intestinales (MICI) se caractérisent par l'inflammation de la paroi d'une partie du tube digestif. Mais elles ne peuvent pas guérir pour l'instant et les malades alternent les phases de poussée de leur maladie (crises) et les phases de rémission.

Lorsque les crises sont très rapprochées et douloureuses, une opération chirurgicale qui consiste à enlever une partie du tube digestif est indiquée. C'est ce que l'on appelle une stomie.

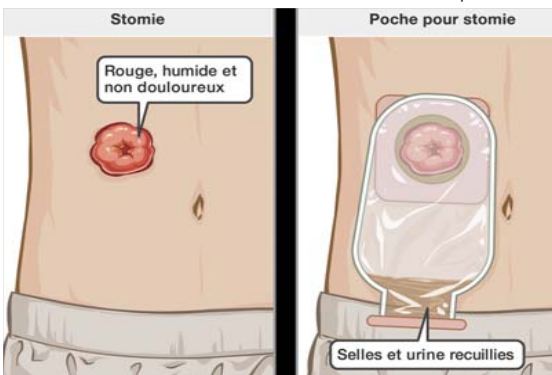
QU'EST-CE QU'UNE STOMIE ?

La stomie est l'ouverture chirurgicale créée sur l'abdomen pour permettre l'évacuation des selles et de l'urine chez les malades atteints de MICI. Cette opération temporaire ou définitive néces-

site la mise en place de ce l'on appelle une "poche de stomie". D'autres maladies, comme le cancer, l'endométriose, une colite ulcéreuse peuvent aussi nécessiter la pose d'une stomie. "On en parle peu, pourtant, le nombre de cas est loin d'être dérisoire : en France on estime à près de 130 000 personnes qui ont une stomie temporaire (majoritaire) ou définitive" explique l'Afa (association des personnes stomisées).

Il existe trois types de stomie : la colostomie (dérivation au niveau du côlon), l'urostomie (dérivation urinaire), pratiquée lorsque la vessie ou l'appareil urinaire est endommagé et ne permet pas l'évacuation normale des urines.

l'iléostomie (dérivation au niveau de l'intestin grêle), généralement effectuée dans les cas où la partie terminale de l'intestin grêle est atteinte, ou lors de l'ablation totale du colon.



Y A-T-IL UN LIEN ENTRE MALBOUFFE ET MALADIES CHRONIQUES INFLAMMATOIRES DE L'INTESTIN ?

Pourquoi certaines personnes développent des maladies chroniques inflammatoires de l'intestin ? À l'occasion de la Journée mondiale des MICI, une étude souligne le lien avec la malbouffe.

Le 19 mai est la Journée mondiale des MICI, ou maladies chroniques inflammatoires de l'intestin. L'occasion de se pencher sur cette étude parue dans la revue Plos One qui établit la possibilité d'un lien entre malbouffe et maladie de Crohn.

La maladie de Crohn (environ 120 000 personnes en France), ou encore la rectocolite hémorragique (80 000 personnes en France) sont dues à une inflammation chronique du tractus gas-



tro-intestinal, elles provoquent des douleurs, des diarrhées, des saignements et une grande fatigue chez les malades qui en sont atteints. Une récente étude américaine complète le facteur génétique par la possibilité que l'alimentation joue un rôle dans le développement de ces maladies inflammatoires.

FRITES, SODAS, FROMAGE

Des chercheurs de l'Institut des sciences biomédicales de l'Université d'État de Géorgie se sont aperçus en reprenant une étude menée en 2015, que les malades de Crohn avaient des habitudes alimentaires particulières. Ils ont créé un panel de 26

aliments pour comprendre leur impact éventuel sur la maladie. Les malades participants à l'étude mangèrent davantage de frites, de fromage ou encore de biscuits que les non malades. Autre remarque chez les patients touchés : la consommation de sodas et de boissons énergétiques destinées aux sportifs.

Cela ne signifie pas qu'avoir une alimentation peu équilibrée, ou boire des sodas entraînent systématiquement une maladie inflammatoire de l'intestin. Cela dit, connaître leur éventuel impact permet d'améliorer la prévention de ces pathologies très handicapantes.

UN MÉDICAMENT PROMETTEUR CONTRE LES MICI ?

Les MICI, pour maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, se caractérisent par une inflammation de la muqueuse intestinale, provoquant chez les malades de forts troubles digestifs. Aujourd'hui, la société de biotechnologie française Avixa publie les résultats prometteurs de ses essais autour de l'ABX464, molécule qui permettrait de soulager la rectocolite hémorragique, une MICI. Même si elle est moins connue que la maladie de Crohn, la rectocolite hémorragique (RCH), une autre MICI (maladies inflammatoires chroniques de l'intestin), est elle aussi une maladie très handicapante au quotidien. Dans un communiqué, la société de biotechnologie française, Abivax, défend des résultats « impressionnants » et probants de la

deuxième phase de son essai clinique autour de la molécule ABX464. Cette dernière, intégrée dans un traitement par voie orale, améliorerait les symptômes des malades.

UNE DIMINUTION DES SYMPTÔMES

La rectocolite hémorragique est une maladie inflammatoire chronique touchant le rectum et le côlon.

Au quotidien, les patients souffrent de crampes intestinales douloureuses et sont contraints de se rendre aux toilettes une dizaine de fois par jour. Aujourd'hui, il n'existe pas de traitement, seulement des médicaments pour diminuer l'inflammation responsable de la maladie et pour soulager les principaux symptômes.

Pour évaluer l'efficacité d'une molécule déjà testée sur les virus VIH, l'ABX464, le laboratoire a procédé à une étude clinique. Pendant huit semaines, le médicament intégrant l'ABX464 - sous forme d'un seul comprimé à avaler quotidiennement - à 20 patients tandis que 10 autres malades prenaient un placebo. L'étude était conduite à l'aveugle : ni les patients ni les médecins ne savaient qui ingérait quoi.

À la fin de l'essai, 35 % des patients ont vu leurs symptômes quasiment disparaître grâce au traitement, contre 11 % avec le placebo, 50 % avaient une muqueuse presque normale à la coloscopie, contre 11 % avec le placebo. « Ces données cliniques

impressionnantes soulignent le potentiel du mécanisme d'action unique d'ABX464 d'apporter, de manière sûre et efficace, des avantages cliniques [importants] aux patients qui ne sont pas correctement traités par les médicaments actuels, et qui font face aux conséquences dévastatrices de cette maladie inflammatoire », conclut dans le communiqué le professeur Hartmut Ehrlich, Directeur Général d'Abivax.

Des tests supplémentaires doivent être effectués avant la commercialisation du traitement. Son arrivée sur le marché ne devrait se faire avant cinq à dix ans.

Par ailleurs, d'autres essais autour de la maladie de Crohn et de la polyarthrite rhumatoïde devraient être menés.

Journée mondiale des MICI : 10 millions de malades dans le monde

A l'occasion de la journée mondiale des maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, on fait le point sur ces pathologies encore trop souvent taboues. Ce dimanche 19 mai 2019, c'est la Journée mondiale des MICI. Les MICI, kézako ? Les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin concernent 10 millions de personnes dans le monde, 3 millions en Europe et 250 000 en France.

Ces pathologies (dont on diagnostique 8000 nouveaux cas chaque année, soit 1 par heure !) se caractérisent par une inflammation du tube digestif : la maladie de Crohn peut s'attaquer à différents segments de la bouche jusqu'à l'anus, tandis que la rectocolite hémorragique (RCH) se concentre surtout au niveau du rectum et du côlon.

À l'heure actuelle, on ne connaît toujours pas les causes de ces maladies. Le plus souvent, les symptômes au quotidien - douleurs abdominales, diarrhées fréquentes, perte d'appétit, fatigue importante, fièvre... 20 % des diagnostics concernent des enfants (le pic de diagnostic se trouve entre 15 et 35 ans), chez lesquels les MICI peuvent entraîner un ralentissement de la croissance.

DES MALADIES INCURABLES DONT ON NE CONNAÎT PAS LA CAUSE Bonne nouvelle : la recherche progresse et de nombreuses études scientifiques sont actuellement en cours, notamment pour élucider le rôle de l'environnement dans le développement des MICI (pollution, additifs alimentaires, hygiène de vie...). Jusqu'ici incurables, les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin sont traitées grâce à des médicaments qui agissent sur la progression de la maladie (corticoïdes, immunomodulateurs...) et par chirurgie pour soulager les symptômes (1 patient qui souffre de la maladie de Crohn sur 2 est opéré tous les 10 ans).

MICI IL FAUT ÉVITER LE FRUCTOSE !

D'après une étude américaine, les patients qui souffrent de rectocolite hémorragique ou de la maladie de Crohn devraient éviter le fructose. Ce sucre favoriserait des poussées inflammatoires sévères.

Chaque année, en France, environ 5 nouveaux cas pour 100 000 habitants de rectocolite hémorragique ou de maladie de Crohn sont diagnostiqués en France. Les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI) apparaissent généralement entre 20 et 30 ans : ces pathologies se caractérisent par une inflammation de la paroi d'une partie du tube digestif - le plus souvent au niveau de l'intestin pour la maladie de Crohn, au niveau du rectum et du côlon pour la rectocolite hémorragique.

Les MICI évoluent par poussées inflammatoires dont la durée et la fréquence varient suivant les patients. Leurs principaux symptômes sont : des douleurs abdominales, des diarrhées parfois sanglantes, ou encore une atteinte de la région anale (fissure, abcès). Chez environ 20 % des patients, les crises sont sévères et nécessitent une hospitalisation.

Selon une récente étude de la Renaissance School of Medicine at Stony Brook University (aux États-Unis), une alimentation riche en fructose pourrait favoriser les poussées inflammatoires chez les patients souffrant de MICI - maladie de Crohn ou rectocolite hémorragique.

L'EXCÈS DE FRUCTOSE, UN FACTEUR D'AGGRAVATION DE L'INFLAMMATION

Les chercheurs (qui ont publié leurs travaux dans le journal pé-



cialisé Cellular and Molecular Gastroenterology and Hepatology) ont trouvé avec plusieurs groupes de souris souffrant de MICI. Ils ont découvert qu'une alimentation riche en fructose augmentait la sévérité de l'inflammation caractérisant ces pathologies - en revanche, une alimentation riche en glucose n'avait pas les mêmes effets.

Très concrètement, les scientifiques ont découvert qu'un excès de fructose entraînait un amincissement de la couche de mucus protégeant notamment les cellules du côlon ; par ailleurs, cette alimentation déséquilibrée favorisait également la prolifération de certaines bactéries intestinales, comme Akkermansia muciniphila.

La conjugaison de ces deux phénomènes aggravait l'intensité des poussées inflammatoires. Comment éviter le fructose dans l'alimentation ? Le fructose

est un glucide (c'est-à-dire - un sucre) que l'on retrouve en particulier dans le miel, dans certains fruits (comme les dattes, les figues, les pruneaux...) mais aussi dans certaines préparations à base de fruits (confitures, jus...). Très utilisé dans l'industrie agro-alimentaire, le fructose peut être repéré dans la liste des ingrédients d'un produit derrière les expressions "sirop de glucose-fructose" ou "sirop de mâs".

LES MALADES ATTEINTS DE MICI N'ONT PAS UNE BONNE QUALITÉ DE VIE

A l'occasion de la journée mondiale des MICI, le 19 mai, l'Association François-Aupetit (Afa) et le CHU de Nancy ont réalisé un sondage pour en savoir plus sur la qualité de vie des malades souffrant de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI).

Douleurs au ventre, diarrhée, besoin de courir aux toilettes dix fois par jour, forte fatigue, fièvre, manque d'appétit. Les patients atteints de la maladie de Crohn ou de recto-colite hémorragique (RCH) souffrent d'inflammations de la paroi d'une partie du tube digestif, généralement l'intestin, le côlon ou le rectum. Les symptômes des maladies inflammatoires de l'intestin (MICI) sont extrêmement handicapants. Afin de rendre compte des difficultés des 200 000 personnes en France touchées par des MICI, l'association François Aupetit (qui regroupe les personnes atteintes de MICI en France) et le CHU de Nancy ont réalisé une enquête et sondés 121 malades.

DES SYMPTÔMES HANDICAPANTS ET UNE SOURCE D'ANXIÉTÉ

Les résultats du sondage révèlent que la majorité des malades (53,1%) déclarent avoir une faible qualité de vie, 45,8% affirment souffrir de "fatigue sévère" et 48,9% de syndromes dépressifs. Un tiers des malades souffrent d'anxiété se sentent handicapés par leur MICI dans leurs activités quotidiennes. « Certains patients modi-



fient leur parcours professionnel à cause de leur maladie, et doivent aménager leurs horaires dans l'objectif de pouvoir travailler le plus normalement possible » rappelle l'Association François Aupetit (Afa). Pour mieux informer le grand public sur ces pathologies et valoriser les défis quotidiens relevés par les patients, l'Afa lance une campagne, avec affiches et spots à la radio, à l'occasion de la Journée mondiale des MICI.

LES MALADIES DE L'INTESTIN EN FRANCE

En France, 80 000 personnes souffrent de RCH et 120 000 de la maladie de Crohn, 6 000 nouveaux cas de MICI sont diagnostiqués chaque année. Ces maladies se soignent mais ne se guérissent pas. Les deux pathologies se traitent par traitement anti-inflammatoire, par traitement "immunomodulateurs" (agissant sur la réaction immunitaire), ou par chirurgie pour les formes les plus sévères.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) Plus de 200.000 déplacés suite à des attaques de groupes armés dans l'est du pays

Plus de 200.000 personnes ont été déplacées suite à une série d'attaques de groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

"Parmi ces dizaines de milliers de déplacés internes, figurent 50.000 personnes qui ont fui leur domicile à la suite de la récente recrudescence des combats au Nord-Kivu", a précisé le HCR, état d'un "nombre impressionnant d'enfants, dont beaucoup ne sont pas accompagnés d'un parent ou d'un tuteur", rapporte le site Web Info ONU.

Selon le HCR, "ces attaques brutales du 21 septembre dernier, imputées au groupe armé Forces démocratiques alliées (ADF), ont tué au moins 13 personnes sur un site accueillant des déplacés internes dans le village de Mbuu, dans le territoire de Beni".

" Craignant pour leur vie, de nombreuses autres personnes ont fui les champs voisins où elles travaillaient, laissant tout derrière elles. Le jour suivant, le même groupe armé aurait pillé et incendié un dispensaire du village", a indiqué S habia Mantoo, porte-parole du HCR, ajoutant qu'"un praticien de santé et plusieurs autres civils n'ont pas été vus depuis le 22 septembre".

"A Pinga, une région du Nord-Kivu, des combats en cours ont atteint un stade alarmant mettant en danger des vies innocentes.

Les affrontements qui ont suivi la scission des différentes factions au sein du groupe armé NDC/R ont déplacé entre 40.000 et 60.000 personnes depuis juillet", a-t-elle ajouté. Dans la province d'Ituri, dans le territoire méridional d'Irumu, le HCR fait état également d'une forte hausse de la violence, avec "l'émergence d'un nouveau groupe armé et une intensification des attaques par d'autres groupes armés et milices", indique la même source.

Depuis juillet dernier, plus de 120.000 personnes ont été déplacées à cause de cette flambée de violence dans le Territoire du Sud.

SOUDAN Le Conseil de sécurité salue l'accord de paix au Soudan

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont salué la signature de l'accord de paix entre le gouvernement soudanais et des groupes rebelles.

Selon l'agence de presse soudanaise (Suna), les membres du Conseil ont félicité samedi, dans un communiqué, le Soudan et son peuple pour "cette réalisation historique qui représente une occasion importante de parvenir à une paix globale et durable au Soudan et une étape importante pour la période de transition vers un avenir démocratique pacifique, stable et prospère du pays".

Le Conseil de sécurité a félicité les parties dans les négociations "pour leur volonté et leur engagement politiques et se sont félicités du rôle du gouvernement de l'Etat du Soudan du Sud dans la facilitation des négociations".

L'organe exécutif de l'ONU a encouragé les signataires de l'accord de paix à "lancer d'urgence le processus de paix, en particulier les principales dispositions de l'accord relatives aux arrangements de sécurité et à la lutte contre les causes profondes du conflit au Darfour et dans les deux régions".

En outre, les 15 membres ont renouvelé leur engagement d'"appuyer la mise en œuvre de l'accord par le biais de la mission des Nations Unies au Soudan et de la mission Union africaine-Nations Unies au Darfour, soulignant l'importance du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine à cet égard". Dans ce contexte, ils ont exhorté "ceux qui ne se sont pas encore joints au processus de paix avec le gouvernement du Soudan à le faire immédiatement, de manière constructive et sans conditions préalables pour achever d'urgence les négociations sur l'accord de paix global, et ont appelé toutes les parties internationales à continuer d'encourager l'accord". Par la même occasion, le Conseil de sécurité a affirmé qu'"il était prêt à soutenir le Soudan pendant la période de transition", soulignant "son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Soudan".

Après une année entière de négociations, le gouvernement soudanais et des mouvements rebelles ont signé récemment un accord de paix définitif, à Juba, capitale du Soudan du Sud, afin de mettre un terme aux conflits armés.

APS

LIBYE La Tunisie accueillera la première réunion du dialogue politique inter-libyen sous les auspices des Nations Unies

La Tunisie accueillera au début du mois de novembre prochain la première réunion directe du dialogue politique inter-libyen a annoncé dans un communiqué publié samedi la mission d'appui des Nations Unies d'appui en Libye (Manul).

La décision d'organiser cette première réunion intervient après plusieurs semaines de discussions intenses avec les parties concernées libyennes et internationales.

Dans ce contexte, Stephanie Williams, Représentante spéciale et Cheffe par intérim de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a annoncé la poursuite des négociations inter-libyennes conformément à la décision du conseil de sécurité n 2510 en date de l'année 2020 ayant adopté les recommandations du congrès de Berlin en ce qui concerne la Libye et qui s'est tenu le 19 janvier 2020.

Selon le communiqué, Stephanie Williams, a précisé qu'à la lumière de la pandémie mondiale liée au covid-19, cette réunion se déroulera en ligne et sous forme de discussions directes.

Elle par ailleurs fait part de sa profonde considération à la Tunisie pour l'accueil de cette première réunion et ce, après une série d'entretiens préparatoires en ligne.

Pour rappel le président tunisien, Kais



Saïed, qui avait reçu, au mois de septembre dernier, Stephanie Williams, Chef par intérim de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), a souligné la disposition de la Tunisie à contribuer à la relance du processus politique en accueillant un dialogue national regroupant les différentes composantes du peuple libyen. Le chef de l'Etat a, également, souligné la détermination de la Tunisie à continuer à se tenir aux côtés du peuple libyen et à mettre les moyens et les expertises dont elle dispose au service de la Libye pour y réaliser la stabilité et reconstruire ses institutions. Kais Saïed a, par ailleurs, réaffirmé la po-

sition de la Tunisie à l'égard de la crise libyenne visant à trouver un règlement politique global qui préserve l'unité et la souveraineté de la Libye dans le cadre d'un dialogue inter-libyen rassembleur sous les auspices des Nations Unies.

Pour sa part, Stephanie Williams a exprimé, à l'issue de cet entretien, la gratitude des Nations Unies envers la Tunisie pour son soutien continu aux efforts de la mission onusienne en Libye.

Et de préciser que l'entretien a permis de mettre en avant l'impératif d'organiser un dialogue politique dans les plus brefs délais au vu de la gravité de la situa-

tion actuelle en Libye.

"Seule la solution politique est capable de résoudre la crise libyenne", avait-t-elle affirmé.

Dans une étape préparatoire de la première réunion directe du dialogue politique inter-libyen, les Nations Unies vont diriger des négociations directes entre les deux délégations de la commission militaire mixte (5+5) à Genève à partir du 19 octobre prochain et ce, à l'invitation du gouvernement suisse. Avant la tenue des entretiens politiques directes en Tunisie, la Manul réunira les participants au dialogue politique inter-libyen dans des réunions préparatoires en ligne à partir du 26 octobre courant.

NIGER Appui du PNUD de plus de 18 millions de dollars au processus électoral du Niger

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Niger, M. Issaka Soumna et la représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Niger, Mme Diana Ofwona, ont procédé samedi à Niamey à une signature de convention d'un montant de 18,676 millions de dollars dans le cadre de l'organisation des prochaines élections générales 2020-2021 au Niger, a-t-on annoncé de source officielle.

Selon Mme Diana Ofwona, la signature de cette convention de financement, représentent les appuis de la Norvège et de la Suisse suite à l'appel de son institution, s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par le PNUD pour accompagner la CENI pour un bon déroulement du processus électoral au Niger.

A travers ce geste, a-t-elle précisé, la Norvège et la Suisse viennent matérialiser leur engagement aux côtés du projet d'appui

au cycle électoral pour des élections inclusives, fiables et transparentes au Niger.

Par ailleurs, ces partenaires ont salué les importants efforts déployés par le Niger dans son processus électoral.

Le président de la CENI a saisi l'occasion pour renouveler les remerciements du gouvernement nigérien au PNUD pour son rôle important dans la mobilisation des ressources en vue d'élections inclusives et réussies.

Pour rappel, le Niger va organiser des élections locales, présidentielles dont le premier tour se tiendra le 27 décembre prochain en même temps que les législatives, auxquelles M. Issoufou, élu pour cinq ans en 2011 et réélu



en 2016, a plusieurs fois dit qu'il ne se représenterait pas.

Une quinzaine de candidats sont déjà investis par leurs formations politiques pour les prochaines présidentielles au Niger dont M. Bazoum Mohamed par le Parti nigérien pour la Démocratie et le Socialisme (PNDS, au pouvoir) et l'opposant Hama Amadou, adversaire du président Issoufou au second tour de la présidentielle du 20 mars 2016, au titre du Mouvement démocratique nigérien pour une Fédération africaine (MODEN-FA).

PALESTINE

Quelque 1500 commerces palestiniens fermés à El Khalil à cause de l'occupation

Pas moins de 1500 commerces appartenant à des Palestiniens sont fermés en raison notamment des mesures de l'occupation arbitraires et racistes, a indiqué dimanche, le chef de la Chambre de commerce et d'industrie, Abdo Idris.

Cité par l'agence de presse palestinienne (Wafa), Idris a indiqué que "1500 magasins commerciaux sont fermés en raison des mesures de l'occupation arbitraires et racistes, les actes de vandalisme des colons israéliens, en plus du coronavirus (Covid-19) et la baisse du tourisme, ce qui a rendu la situation de vie en ville très difficile".

Il a souligné que "des efforts et des moyens devraient être faits pour établir de nombreux projets et activités, pour restaurer la vie économique à El Khalil et faire revivre la vieille ville".



FRANCE

Un commissariat de police attaqué au mortier d'artifice

Une quarantaine de personnes se sont attaquées dans la nuit de samedi à dimanche à un commissariat de police situé dans la banlieue de Paris avec des tirs de mortiers d'artifice, sans faire de blessés, ont rapporté des médias, citant une source policière.

Plusieurs véhicules de police ont été dégradés ainsi que la porte vitrée d'entrée du commissariat qui est situé au cœur d'une cité de la ville de Champigny-sur-Marne, dans la banlieue sud de Paris. Huit mortiers ont été retrouvés non

loin, a indiqué la préfecture de police de Paris.

Les incidents ont débuté peu avant minuit et se sont achevés une heure plus tard. Aucune interpellation n'a eu lieu.

Dans un tweet, le préfet de police de Paris, Didier Lallemand, a exprimé "son soutien aux policiers visés par ces actes intolérables". Un syndicat de police, Alliance, a aussitôt dénoncé cette attaque. "Il est grand temps que le gouvernement se saisisse des violences commises contre les forces de l'ordre

(...) Plus personne ne respecte les forces de l'ordre et le gouvernement n'a pas réussi malheureusement à inverser cette tendance", a réagi son délégué général, Frédéric Lagache, cité par des médias.

"Que faudra-t-il pour que le gouvernement s'engage à protéger ses forces de l'ordre", a-t-il ajouté. Ce commissariat a déjà été plusieurs fois la cible de telles attaques, notamment en avril dernier pendant le confinement en raison de la pandémie du nouveau coronavirus ou encore en 2018.

ETATS UNIS

Donald Trump fait sa première apparition publique depuis son retour à la Maison Blanche

Le président américain Donald Trump a rassemblé samedi à la Maison Blanche des centaines de ses partisans lors de son premier événement public depuis qu'il a contracté la Covid-19, malgré les questions entourant son état de santé.

"Je me sens bien", a-t-il déclaré à ses partisans depuis le balcon Truman, qui surplombe la pelouse sud.

Donald Trump a continué à parler pendant environ 18 minutes, attaquant les Démocrates tout en insistant sur "la loi et l'ordre", thème

central de sa campagne de réélection.

De son côté, un porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que c'était "un événement officiel" et non un événement de campagne.

Samedi était la 10e journée depuis que le président

des Etats-Unis a été testé positif au COVID-19.

Donald Trump a terminé sa thérapie et a été médicalement autorisé à participer à des événements publics, mais la Maison Blanche ne dira pas quand il a pour la dernière fois été testé négatif.

MEXIQUE - ESPAGNE

Le président mexicain réitère ses demandes d'excuses pour les "atrocités" de la Conquête espagnole

Le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador, réclame que le Vatican, mais également la Couronne et le gouvernement espagnol, présentent des excuses aux peuples indigènes pour les "atrocités les plus honteuses" commises lors de la Conquête espagnole en 1521.

Dans une lettre adressée au souverain pontife, publiée samedi sur les réseaux sociaux, le président mexicain renouvelle la demande effectuée en mars 2019 et qui avait entraîné de très vives réactions.

Le gouvernement socialiste espagnol avait fait valoir sèchement dans un communiqué que "l'arrivée, il y a 500 ans, des Espagnols sur le territoire mexicain actuel ne peut pas être jugée à l'aune de considérations contemporaines". Offusquée, la droite espagnole

avait elle considéré que cette demande était "un véritable affront fait à l'Espagne et à son histoire".

Dans la lettre datée du 2 octobre et remise au Vatican par l'épouse du président mexicain, Beatriz Gutiérrez, en déplacement en Italie, M.

Lopez Obrador, lui-même petit-fils d'un Espagnol, estime que les peuples indigènes "méritent non seulement cette attitude généreuse de notre part mais aussi l'engagement sincère qu'aucun acte d'irrespect de leurs croyances et cultures ne sera jamais, jamais commis".

Le président, que l'on surnomme par ses initiales AMLO, a renouvelé cet appel dans le contexte des commémorations en 2021 du 500e anniversaire de l'Indépendance du Mexique et de celles du 500e anniversaire de l'invasion

européenne avec la chute de Tenochtitlan, ancien nom de Mexico sous domination aztèque.

Il dit y voir l'occasion d'une "réconciliation historique". Le Vatican n'a pas réagi dans l'immédiat mais avait rappelé en mars 2019 que plusieurs papes avaient déjà présenté leurs excuses pour les abus commis contre les peuples indigènes au nom de l'évangélisation.

Lors d'un voyage en Amérique du sud en 2015, le pape François avait demandé pardon "non seulement pour les offenses de l'Eglise même, mais pour les crimes contre les peuples autochtones durant ce que l'on appelle la conquête de l'Amérique".

Le pape Jean Paul II l'avait fait en 1992, lors du 500e anniversaire du débarquement de Christophe Colomb en Amérique.

NAGORNY KARABAKH

Des bombardements arméniens nocturnes font 7 morts en Azerbaïdjan

Sept personnes ont été tuées dans des bombardements sur la ville de Gandja en Azerbaïdjan, a indiqué dimanche la diplomatie azerbaïdjanaise, accusant les forces arméniennes, malgré la trêve humanitaire censée être en vigueur dans le conflit du Nagorny Karabakh.

"Nouvelle attaque de missiles par les forces arméniennes sur une zone résidentielle à Gandja, la deuxième ville d'Azerbaïdjan, sept morts et 33 blessés", a indiqué le ministre des Affaires étrangères sur son compte Twitter, publiant les photos de destructions.

Le ministère de la Défense de la région séparatiste du Nagorny Karabakh a ensuite démenti avoir bombardé Gandja.

"C'est un mensonge absolu", a-t-il dit, assurant "respecter l'accord de cessez-le-feu humanitaire" et accusant la partie azerbaïdjanaise d'avoir frappé "Stepanakert, Hadrut, Martouni et d'autres zones peuplées". La capitale de la région du Nagaorny Karabakh, Stepanakert, a été la cible de frappes pendant la nuit de samedi à dimanche, selon des correspondants de presse sur place qui ont décompté trois à quatre vagues de bombardements, suivies d'une dizaine d'explosion s. Une trêve humanitaire devant permettre l'échange de corps de soldats et de prisonniers est entrée en vigueur à midi (08H00 GMT) samedi, mais les deux camps s'accusent de ne pas s'y tenir.

PÉROU

Le parquet annonce une enquête contre le président à la fin de son mandat

Le parquet général du Pérou a annoncé qu'il ouvrirait une enquête pour corruption contre le président Martin Vizcarra à la fin de son mandat, en juillet 2021.

"Après avoir reçu le rapport du parquet provincial spécialisé dans les délits de corruption de fonctionnaires, nous avons décidé qu'il existe des raisons pour enquêter sur le président de la République", a indiqué le parquet général dans un communiqué.

En raison de l'immunité que confère la constitution au chef de l'Etat, "le début de l'enquête reste suspendue jusqu'au 28 juillet 2021, quand il quittera ses fonctions", a précisé le parquet.

Martin Vizcarra a réagi samedi, se disant prêt à affronter une enquête dès maintenant. "Je suis là. Je n'attends pas le 28 juillet de l'année prochaine, je veux mettre les choses au clair dès maintenant parce que tout est transparent et conforme à la loi", a-t-il déclaré.

L'affaire, pour laquelle une procédure de destitution contre M. Vizcarra avait été lancée sans succès en septembre, porte sur l'embauche d'un chanteur par le ministère de la Culture. La justice soupçonne cet artiste peu connu, R. Richard Cisneros, alias "Richard Swing", d'avoir touché environ 50.000 dollars d'argent public en vertu d'un contrat de complaisance pour effectuer des conférences. Lors de la procédure de destitution devant le Parlement en septembre, les députés avaient pu écouter des enregistrements dans lesquels M. Vizcarra demandait à deux de ses assistants de mentir sur le nombre de visites effectuées par ce chanteur au siège du gouvernement. Le Pérou a connu une forte instabilité politique au cours des dernières années, les quatre derniers présidents ayant eu maille à partir avec la justice.

MARCHÉ DE L'ART

Le ministère disposé à accompagner les artistes dans la concrétisation de leurs projets

Le ministère de la Culture et des Arts est disposé à "soutenir les artistes dans la concrétisation de leurs projets en leur garantissant un cadre juridique susceptible de les protéger de tout dépassement", a affirmé samedi la ministre du Secteur, Malika Bendouda.

Dans une allocution à l'occasion de la remise de la mouture découlant des travaux de la Commission des arts et du marché de l'art, au Palais de la culture Moufidi Zakaria, la ministre a insisté sur l'importance pour l'artiste d'être un véritable partenaire dans ce projet, en tant qu'artiste créateur et autonome financièrement".

A cette occasion, la ministre a mis en exergue le travail de la Commission qui a proposé des solutions idoines aux productions du marché de l'art en Algérie, ce qui permet à la culture, a-t-elle dit, de contribuer à l'économie nationale et d'être une source d'autofinancement dans les domaines de la culture et des arts.

Parmi les recommandations de la Commission des arts et du marché de l'art présidée par Hamza Djabballah, figure l'installation d'un groupe de travail composé d'artistes, d'experts et de représentants d'organismes et de secteurs gouvernementaux, en vue d'œuvrer au suivi et à l'application des propositions de la Commission en collaboration avec le ministère de la Culture.

Il s'agit également d'accélérer l'ouverture d'ateliers dédiés à l'actualisation et au renouvellement de l'arsenal législatif et réglementaire du secteur de la Culture et des arts, et l'octroi de mesures incitatives pour promouvoir l'investissement des start-up dans le secteur de la



Culture et des arts. Il convient aussi selon les recommandations de généraliser l'utilisation du numérique dans toutes les structures de culture et des arts, les activités et les manifestations, tout en s'ouvrant sur le secteur privé.

S'agissant du projet de loi sur le statut de l'artiste, la Commission a proposé la réhabilitation du Conseil national des arts et des lettres (CNAL), étant une plateforme de départ, la cristallisation de la loi sur l'artiste et ce à moyen terme, ainsi que l'examen de la possibilité d'ouvrir le champ aux établissements culturels à caractère économique pour investir dans le domaine de la culture.

En outre, les recommandations préconisent de convertir les espaces désaffectés relevant du ministère en lieux d'exposition et de vente de produits artistiques et en espaces de créativité pouvant accueillir des rési-

dences artistiques et des concerts.

L'accent a également été mis sur la création d'établissements et de structures dédiées aux différents domaines artistiques.

Il a, dans ce cadre, été proposé la création de l'exposition internationale des arts visuels dans l'Askrem (Tamanrasset).

Par ailleurs, la rencontre a été marquée par le lancement de la plateforme numérique des artistes algériens, qui sera opérationnelle fin octobre.

Créée pour le compte du ministère de la Culture, avec la participation du Forum des jeunes et des start-up, en collaboration avec le ministère, cette plateforme permettra aux artistes d'exposer et de vendre en ligne leurs œuvres.

Cette plateforme trilingue (arabe, français et anglais) fait la part belle au marché des arts plastiques, dont les produc-

tions peinent à trouver des débouchés, mais il donne aussi la chance aux artistes issus d'autres domaines comme la musique et les arts du spectacle d'avoir plus de visibilité.

A cette occasion, une nouvelle revue intitulée "Founoun" (arts) a été présentée.

Elle s'intéresse à tous les talents artistiques dans tous les domaines créatifs, selon son rédacteur en chef, le journaliste et réalisateur Nabil Hadji.

Le premier numéro rend hommage à l'artiste Hasni Chakroun (Cheb Hasni) auquel un dossier spécial "Hasni, icône de l'amour" est consacré à l'occasion du 26e anniversaire de sa disparition.

La revue qui consacre également un dossier aux instituts de formation en Algérie propose au lecteur une multitude d'articles sur les arts visuels, les arts de la scène, la musique, le cinéma et la littérature.

MÉDIAS

"Can", l'animateur de la radio chaîne 3 n'est plus

L'animateur de la radio nationale chaîne 3 Ahmed Nany Chellaoua, connu à l'antenne sous ses initiales "Can" pour ses émissions dédiées au châabi et au patrimoine musical, est décédé samedi à Alger à l'âge de 60 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de la Radio nationale.

"Can" était connu ces dernières années pour son émission musicale "Hier encore j'avais 20 ans", un programme interactif quotidien dédié à la musique des années 1960-1970 mais aussi aux grands noms du patrimoine musical algérien.

Il était également co-animateur avec Sidali Driss de l'émission "El Qahwa Wel Latay", une émission hebdomadaire entièrement dédiée à la musique châabi et qui reçoit depuis un vingtaine d'années des orchestres entiers qui se produisaient en direct sur les ondes de la chaîne III.

Véritable révélateur de jeunes talents du châabi, interprètes, musiciens et paroliers, cette émission a également permis à un grand nombre de formations d'enregistrer dans des conditions professionnelles.

Le duo avait aussi animé une émission musicale intitulée "Si Can". "Can" avait également fait quelques apparitions en tant que comédien dans des programmes de la télévision. Ahmed Chellaoua sera inhumé dimanche au cimetière de Sebala à Alger, selon ses proches.

THÉÂTRE

Tissemsilt: présentation en avant-première de la pièce "Si Larbi Enniya"

La pièce théâtrale "Si Larbi Enniya", produite par l'Association culturelle "Louloua" de la commune de Khémisti a été présentée en avant-première, samedi à la Maison de la culture "Mouloud Kacim Nait Belkacem" de Tissemsilt, dans le cadre de la manifestation d'ouverture de la nouvelle saison culturelle.

Ecrit et mise en scène par Wahid Metahri, cette pièce, traite de la cupidité dans un style humoristique, à travers le personnage du barbier, Si Larbi, victime d'une escroquerie où son local allait être saisi avant qu'il ne le récupère.

Le responsable de l'Association culturelle "Louloua", Noureddine Mezioud a indiqué que cette œuvre, dernière production de son Association, sera prochainement présentée dans les wilayas de Tiaret, Chlef, Ain Defla, Relizane et Djelfa.

La manifestation d'ouverture de la nouvelle saison culturelle 2020-2021 se poursuit à la Maison de la culture, "Mouloud Kacim Nait Belkacem" avec des expositions d'artistes de la wilaya et de livres, de récitals poétiques et de soirées musicales de la chanson engagée et bédouie.

ARTS PLASTIQUES

Le plasticien Farid Izemmour expose au Festival international des arts et de l'architecture de Venise



L'artiste plasticien algérien, Farid Izemmour prend part au Festival international des arts et de l'architecture "Borders Festival Future Landscapes", prévue à Venise (Italie) du 15 octobre au 29 novembre, indique les organisateurs sur la page officielle du festival.

Invité à ce festival, Farid Izemmour, sera présent parmi 110 artistes représentant une trentaine de pays.

L'artiste exposera au Palazzo Albrizzi-Capello, quatre œuvres de "Traces", une de ses séries, où il a mis en valeur les lettres alphabétiques arabes dans une calligraphie empreinte de douceur, conçue dans une texture vivante aux couleurs éveillées.

Né le 24 septembre 1961 à Alger, Farid Izemmour a manifesté des aptitudes pour le dessin dès son enfance, pour qu'il découvre en 1978 à l'École des Beaux Arts d'Alger, l'enluminure et la calligraphie, travail de minutie au sens élevé du détail.

Réticent à suivre un schéma d'études préconçu, l'artiste opte pour des études dans le domaine de la santé et obtient à Alger une licence d'instrumentiste, avant de s'établir Genève (Suisse).

Reprenant en main sa vocation d'artiste, il entame des recherches sur le classicisme, l'expressionnisme et le dadaïsme et commence alors à

s'identifier dans le courant abstrait en s'imprégnant notamment de, Vassily Kandinski (1866-1944) et Jackson Pollock (1912-1956), deux célèbres peintres du XIXe et XXe siècles.

Entre 1991 et 1994, Farid Izemmour se spécialise dans la calligraphie, un art ancestral qu'il entretient depuis 30 ans, en le renouvelant constamment par des explorations de nouvelles lignes et textures.

Le "Borders Festival Future Landscapes" de Venise est une rencontre artistique pluridisciplinaire qui regroupe les arts plastiques, la photographie, les installations, l'architecture, la vidéo et les performances.

MÉDIAS EN LIGNE «Enfin, un cadre juridique pour la presse électronique»

"Enfin, un cadre juridique pour la presse électronique", a commenté le professeur Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, à l'issue de l'adoption, mercredi, par le Gouvernement d'un projet de décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne et de diffusion de mise au point ou rectification sur le site électronique.

"C'est dans le prolongement direct des articles 66 et 113 de la loi organique relative à l'information que le présent texte réglementaire se situe et c'est surtout pour placer la presse électronique sur une trajectoire conforme aux finalités du droit qu'il trouve sa vocation", a-t-il écrit dans une contribution à l'APS.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, a fait remarquer, à ce propos, que les dispositions prévues dans ce nouveau texte "ne définissent pas le régime juridique et économique de l'activité de presse en ligne".

En revanche, a-t-il poursuivi, "elles expriment une volonté de poser une base référentielle de clarification par rapport à son fonctionnement, compte tenu de son mode d'expression et de son support de diffusion (internet)".

Selon le Professeur Belhimer, "l'activité de presse en ligne est assimilable à la presse en papier en ce qu'elle reste une activité économique soumise aux règles du marché mais, dans le même temps, elle exerce une mission d'intérêt général et de service public en application de l'article 2 de la loi relative à l'information". "Ces caractéristiques consubstantielles à la presse impliquent l'importance de démultiplier les sources de financement et de construire les avantages concurrentiels", a-t-il estimé, soulignant que "le texte fait opportunément rappel de cette contrainte liée à la nature de l'activité de presse".

Il a précisé, à ce titre, que "le texte définit les règles qui organisent la formalité déclarative de constitution et confirme à cet égard que l'activité de presse en ligne est libre".

Néanmoins, le ministre a relevé la nécessité de "fixer trois grandes ques-

tions", à savoir : "l'éviction annoncée du support papier et la transition numérique, l'enjeu stratégique de la production de contenu, la répression des fake news et des deepfakes".

Evoquant la première question, M. Belhimer a soutenu que l'industrie de la presse en Algérie a connu ces dix dernières années de "transformations structurelles durables" sous l'effet du développement technologique même si "les fondamentaux du journalisme restent intacts".

Il en veut pour preuve la baisse de 80% des ventes de papier journal.

Il a affirmé, dans ce contexte, que même si les nouvelles technologies "ouvre de nouvelles perspectives informationnelles", elles posent "de nouveaux défis en termes de responsabilité juridique et de responsabilité sociale".

Au titre de l'enjeu stratégique de la production de contenu, le ministre a estimé que "le Droit n'a pas complètement suivi le mouvement du marché", affirmant qu'"un décalage est vite apparu entre la norme juridique et la réalité, celle d'un marché de la presse en ligne en évolution continue, parallèlement à l'effondrement de la presse papier." Citant un sondage Immar d'avril 2019, M. Belhimer a indiqué que les populations algériennes quotidiennement exposées aux médias se répartissent comme suit: Téléspectateurs : 18 millions, Internautas : 17 millions, Médias sociaux: 15,5 millions, Auditeurs : 3 millions, Lecteurs : 2,6 millions.

Construction inachevée

Pour lui, la loi organique numéro 012-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information est "une construction inachevée", relevant que "le marché de la presse en ligne évolue à un rythme

plus rapide que nos moyens de réaction et d'adaptation".

Il a fait savoir, à cet égard, que "la majorité des journaux en ligne sont hébergés à l'étranger, principalement en France".

"Les raisons résident essentiellement dans la crise de confiance dans la fiabilité des mécanismes nationaux permettant l'accès au support internet, même si l'hébergement national est moins coûteux", a-t-il expliqué.

Le ministre de la Communication a annoncé, à l'occasion, que "l'accès à la publicité des entreprises publiques et administrations sera conditionnée par l'existence d'un site d'information électronique vivant".

Reconnaissant la difficulté d'éradiquer le phénomène des fake news et des deepfakes, M. Belhimer a affirmé que "le texte s'efforce d'en limiter l'impact".

"Le décret exécutif précise les modalités d'exercice des droits de rectification et de réponse tels que consacrés aux articles 100 et 101 de la loi relative à l'information".

Il entend confirmer que la liberté d'expression est un principe qui, quelle que soit la complexité du mode de fonctionnement emprunté, ne saurait être absolu.

Les éditeurs de presse en ligne doivent fournir aux lecteurs les instruments leur permettant de défendre leur dignité et leur opinion lorsque ceux-ci sont remis en cause", a-t-il ajouté.

Il a estimé que les éditeurs de presse en ligne "doivent contribuer activement et en permanence à la lutte contre les contenus haineux ou violents et ainsi participer à la défense de la cohésion sociale". Quant aux délais d'exercice



des droits de réponse ou de rectification, le ministre a souligné que "les délais venant aux articles 30 et 34 du texte réglementaire font prévaloir l'intérêt des citoyens et privilégié une approche pragmatique".

"Le délai de 30 jours consacré à l'article 30 est un délai légal venu à l'article 103 de la loi relative à l'information. Il accorde aux lecteurs des possibilités optimales de réaction".

Les délais de l'article 34 sont des délais qui tiennent comptes des exigences de célérité et des contraintes réelles imposées par les enjeux du droit de réponse ou du droit de rectification", a-t-il précisé.

Il a fait remarquer, à cet effet, que "ces dispositions ne dispensent pas la mise en œuvre des dispositions pénales dont la plus récente est l'incrimination de la diffusion et de la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques".

"L'amendement de l'article 196 bis du code pénal prévoit dans ce cadre de punir quiconque volontairement diffuse ou propage, par tout moyen,

dans le public des nouvelles ou informations, fausses ou calomnieuses, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, compte tenu de l'effroi qu'ils sèment au sein des citoyens et du climat d'insécurité qu'ils génèrent dans la société", a-t-il rappelé.

Cet amendement, a-t-il poursuivi, "prévoit, une peine délictuelle pour ces actes, consistant en l'emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et une amende de 100.000 DA à 300.000 DA".

Le ministre a soutenu, par ailleurs, que la presse en ligne est "en mesure de participer activement à l'effort collectif de démocratisation et de moralisation de la vie publique".

"Mieux encadrés du point de vue juridique, les éditeurs de presse en ligne peuvent participer efficacement à la réalisation des fonctions et les finalités des articles 2 et 5 de la loi organique numéro 12-05 relative à l'information. Il importe par conséquent d'achever le travail d'encadrement juridique de l'activité de presse en ligne", a-t-il conclu.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA TIZI-OUZOU ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ DE LARBAA-NATH-IRATHEN

- AVIS DE RECRUTEMENT -

L'Etablissement public de santé de proximité de Larbaa-Nath-Irathen organise un recrutement par voie de concours sur titre pour pourvoir aux postes de :

Table with 7 columns: Grades, Mode de Recrutement, Condition D'accès, Spécialité, Nbre postes ouverts, Structure d'affectation (*), Autres conditions. Rows include Médecin généraliste de santé publique and Chirurgien dentiste généraliste de santé publique.

Constitution du Dossier :

- Une demande manuscrite - Une copie Pièce d'identité - Une copie du titre ou diplôme exigé, auquel sera le relevé de notes du cursus de formation - Une fiche de renseignements, dûment remplie par le candidat

Les candidats admis définitivement dans le

DK NEWS

Grade Doivent Compléter les Pièces Suivantes :

Une copie de l'attestation certifiée conforme à l'original justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national - Un Extrait du casier judiciaire bulletin n°03 - Un certificat de résidence - Un extrait de naissance n°12 - Deux certificats médicaux (bonne santé + phthisiologie) -

Deux photos d'identité - Une attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle dans la spécialité - Une attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat - Une fiche familiale, pour les candidats mariés.

Les dossiers de candidatures doivent parvenir à la direction de l'Etablissement public de santé

de proximité de Larbaa-Nath-Irathen dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse.

Observations : Tout dossier incomplet ou arrivé hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération.

Anep : 2016016451 du 12/10/2020

EPE / SPA

NIF : 000216001808337

SIÈGE SOCIAL : ROUTE NATIONAL N° 5 CINQ MAISONS MOHAMMEDIA - ALGER

DIRECTION OPÉRATIONNELLE NAAMA

SOUS-DIRECTION FONCTIONS SUPPORT

DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES.

TRAVAUX NEUF DE CANALISATIONS URBAINES ET POSE FO

N°03/AT/DO45/SDFS/DAL/2020

Un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales est lancé pour : Travaux neufs de canalisations urbaines et pose FO. Projet FTTH: Lot n°01: 290 logements T+D.....1100 mètres. Lot n°02: 385 logements D.....983 mètres. Lot n°03: 310 logements T+D.....896 mètres. Lot n°04: 223 logements T+D.....876 mètres. Lot n°05: 190 logements T+D.....868 mètres. Lot n°06: 340 logements D.....850 mètres. Lot n°07: 200 logements T+D.....457 mètres. Lot n°08: 120 logements T+D.....299 mètres.

ÉLIGIBILITÉ DES CANDIDATS: Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales soumissionnant seules ou dans le cadre de groupements momentanés d'entreprises, qualifiées dans le domaine des travaux de génie civil et canalisation, travaux publics, bâtiment et hydrauliques de droit algérien, ayant des capacités techniques et financières

pour la réalisation du projet selon le palier suivant:

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires (artère): Seuls les soumissionnaires possédant un certificat de qualification et classification de 01 et plus sont appelés à soumissionner pour ces lots.

Palier 02 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètres linéaires (artère): Aucune qualification n'est exigée pour ces lots.

Les représentants des sociétés intéressées peuvent se présenter pour retirer le cahier des charges, accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse ci-après:

DIRECTION Opérationnelle NAAMA SOUS-DIRECTION FONCTIONS SUPPORT DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE Contre le versement auprès de la banque BNA, d'un montant de cinq mille Dinars (5000 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie au compte bancaire : N° 001 00725 0300 000 136 c/c 55.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou son représentant désigné à cet effet. Les offres doivent être composées:

1- D'un dossier administratif: Inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Dossier Administratif ».

2- D'une offre technique: Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre technique ».

3- D'une offre financière: Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre financière ».

Les deux offres, technique et financière et le dossier administratif, accompagnés des pièces réglementaires citées dans le cahier des charges doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée, sous enveloppe principale anonyme portant que la mention suivante: Avis D'appel D'offres National avec exigence des capacités minimales Travaux neufs de canalisations urbaines et pose FO N°03/AT/DO45/SDFS/DAL/2020 Travaux neufs de canalisations urbaines et pose FO: Projet FTTH :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours à partir de la date de parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse sur le site WEB d'Algérie Télécom.

La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08h00 à 14h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée. Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

Anep : 2016016470 du 12/10/2020

DK NEWS

Lancement prochain de la web TV du COA

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) a décidé de lancer, prochainement, sa propre web TV, dénommée "Algerian Olympic Channel" et disponible sur le site d'hébergement de vidéos YouTube, a-t-on appris auprès de l'instance olympique algérienne.

Lancée dans le cadre du plan d'action du COA, cette chaîne, dont la production a été confiée à de jeunes étudiants et doctorants de l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information de Ben Aknoun (Alger), va constituer un "gigantesque pas en avant", se réjouit la même source.

"Une étude minutieuse a été effectuée depuis quelque temps déjà, afin d'avoir une évaluation financière du nouveau produit et connaître le coût réel de l'opération avant son lancement, qui ne peut se faire sans l'obtention au préalable de toutes les autorisations régissant ce genre d'opération", a indiqué le COA, sans donner plus de détails.

Une réunion est prévue dimanche au siège du COA avec des futurs responsables techniques de la web TV, afin de peaufiner l'opération et discuter d'autres points en relation.

Algerian Olympic Channel



(AOC) proposera des programmes variés et procédera même à la retransmission de compétitions avec le support des fédérations sportives nationales.

Selon la même source, la chaîne sera implantée à l'actuel siège du COA, avec l'aménagement de deux studios d'enregistrement, d'une salle de

rédaction, d'une autre pour le montage et bénéficiera du matériel technique nécessaire pour le travail des journalistes.

"Un effectif d'une dizaine de personnes entre journalistes, techniciens et autres sera chargé de faire marcher la nouvelle web TV et préparer la grille des programmes", a ajouté la même source.

Le COA pourra, grâce à l'AOC, diffuser des contenus sur les différents canaux de communication que propose internet (réseaux sociaux notamment), ce qui lui permettra d'améliorer sa notoriété.

Elle pourra communiquer de façon différente, améliorer sa visibilité et toucher une communauté plus large.

FÉDÉRATION DE SPORTS MÉCANIQUES

Amine Laïbi élu président jusqu'à la fin du mandat olympique en cours

Amine Laïbi a été élu président de la Fédération algérienne de sports mécaniques (FASM) pour le reste du mandat olympique en cours (2017-2020), lors de l'Assemblée générale électorale tenue samedi à Alger.

Laïbi a récolté 28 voix des 41 membres présents, contre 12 pour sa concurrente, la présidente de la Ligue de Laghouat, Khadidja Benmahrouche.

Le nouveau président de la FASM a assuré qu'il allait œuvrer pour "établir un système de gouvernance collégiale, basé sur la consultation de tous les membres avant la prise de décision, malgré la conjoncture actuelle et le manque de moyens".

"Je mets à la disposition de l'AG ma

longue expérience sur le terrain lors des compétitions nationales et internationales", a-t-il ajouté, soulignant qu'il allait "ouvrir les portes à tous les acteurs de la discipline pour développer les sports mécaniques".

Laïbi est également revenu sur le volet des jeunes talents, en mettant l'accent sur la formation qui sera la priorité pour préparer la relève.

"Je propose en outre d'organiser une rencontre nationale pour la révision des règlements de la fédération avec la collaboration du ministère de tutelle".

Amine Laïbi, ancien pilote professionnel, a dirigé le club de Dély-Ibrahim (Alger), avant d'occuper, respectivement, les postes de vice-président et président de

la Ligue d'Alger de sports mécaniques.

Les membres de l'Assemblée générale de la FASM avaient rejeté les bilans moral et financier de l'année 2019 du désormais ex-président Karim Benhamiche pour "mauvaise gestion et le peu d'activités sportives" organisées lors de son passage à la tête de l'instance.

Composition du bureau fédéral :

Président : Amine Laïbi

Membres : Messaoud Salem Tarek, Hadj Mohamed Zegrir, Mohamed Bensouissi, Youcef Rouabeh, Abdelkader Aït Hamouda, Abdelhadi Bekkar, Hamid Aït Ahmed.

Suppléants : Salah Dada, Hassen Boulatika, Mohamed Khetta.

MOTO3 - GP DE FRANCE

Victoire de l'Italien Vietti



Le pilote italien Celestino Vietti a remporté l'épreuve Moto3 du Grand Prix de France, disputée dimanche sur un circuit de 4,185 km au Mans, tandis que l'Espagnol Albert Arenas s'est emparé de la tête du championnat, grâce à sa 3e place dans cette course. Vietti a attendu les derniers tours pour prendre les commandes de cette course, devançant sur la ligne d'arrivée son compatriote Tony Arbolino. Il était le seul pilote au départ à avoir choisi un pneu de gomme dure à l'arrière. "C'était une course assez étrange et je ne m'attendais pas du tout à ce résultat. Mais on a

choisi le bon pneu, et dans la dernière partie de la course, j'avais plus de vitesse que les autres", a déclaré l'Italien de 18 ans, dont c'est la 2e victoire cette saison. De son côté, le Japonais Ai Ogura, qui occupait la tête du championnat avant cette 10e manche, n'a pu faire mieux que 9e, et se retrouve désormais à 6 points d'Arenas. Pour sa part, le Sud-Africain Darryn Binder, vainqueur de la course précédente en Catalogne, a dû abandonner sur panne mécanique, alors que le Britannique John McPhee a de nouveau chuté, et se retrouve 5e au championnat.

MLS

Nouveaux reports de matches après des cas de Covid-19

La ligue nord-américaine de football (MLS) a annoncé samedi les reports de deux matches après deux tests positifs au Covid-19, un parmi les joueurs de Minnesota United et un dans l'encadrement de Columbus Crew.

Dimanche, Columbus devait jouer à Orlando et Minnesota à Dallas. Deux

rencontres reportées sans nouvelle date annoncée.

En MLS, les Colorado Rapids ont vu leur quatre derniers matches repoussés pour des cas positifs de coronavirus dans l'équipe, dont une confrontation initialement prévue samedi contre les Los Angeles Galaxy. Avec neuf victoires

pour trois défaites, Columbus est 3e de la conférence Est, à trois points du leader Toronto. Minnesota est 4e à l'Ouest, à sept longueurs de Seattle, premier.

La saison régulière de MLS doit se poursuivre jusqu'au 8 novembre, avant de laisser place aux play-offs, jusqu'à la finale le 12 décembre.

ATHLÉTISME

Nouveau record d'Europe sur 10.000 m pour la Néerlandaise Sifan Hassan

La Néerlandaise d'origine éthiopienne Sifan Hassan a battu le record d'Europe du 10.000 m, en 29 mn 36 sec 67, samedi à Hengelo.

Elle a pulvérisé la précédente marque, établie en 2002 par la Britannique Paula Radcliffe (30 mn 1 sec 9), améliorant au passage son propre record personnel, qui était de 30 mn 17 sec 62.

Le meeting avait pourtant démarré dans des conditions peu favorables, sous une forte pluie.

Cette météo a notamment douché les espoirs de Faith Kipyegon, en quête du record du monde du 1.000 m, et qui a terminé en 2 mn 32 sec 82, soit 4 secondes derrière la marque de Svetlana Masterkova.

Yomif Kejelcha, qui ambitionnait de battre son propre record sur 5.000 m (12 mn 46), a finalement terminé en 13 mn 12 sec 84.

Hassan, qui avait déjà battu le record du monde de l'heure en septembre à Bruxelles, doit participer le week-end prochain au championnat du monde de semi-marathon à Gdynia (Pologne).

CYCLISME/VTT

Le Français Jordan Sarrou sacré champion du monde de cross-country

Le Français Jordan Sarrou a décroché son premier titre de champion du monde de VTT cross-country en remportant la course élite samedi sur les parcours boueux et glissants de Leogang, près de Salzbourg, dans les Alpes autrichiennes.

Pour la France, c'est le troisième titre de la journée, puisque Pauline Ferrand-Prévot a enlevé son troisième trophée mondial en début d'après-midi en élite et Loana Leconte est devenue championne du monde espoirs (moins de 23 ans) en fin de matinée.

A 27 ans, Sarrou est le premier Français depuis 2014 et Julien Absalon —double champion olympique à Athènes-2004 et Pékin-2008— à revêtir le maillot arc-en-ciel de champion du monde de la spécialité.

L'Auvergnat a devancé le Suisse Mathias Flückiger d'un peu moins d'une minute, résistant au retour du vice-champion du monde 2019 dans les deux derniers tours.

Un autre Français, Titouan Carod, complète le podium à la troisième place. Il signe sa première victoire en élite au meilleur moment.

Par le passé, il a participé aux quatre relais mixtes français titrés aux Mondiaux en 2014, 2015, 2016 et 2020, il y a trois jours à Leogang.

C'est la première fois depuis 2012 que le titre de champion du monde n'est pas détenu ni par le Suisse Nino Schurter (34 ans), octuple champion du monde mais seulement 9e samedi (+2:33) en Autriche, ni par Absalon, quintuple champion du monde et retraité du circuit depuis 2018.

AMICAL Un trio arbitral néerlandais pour Algérie-Mexique

Le match amical qui opposera mardi la sélection algérienne à son homologue mexicaine au Cars-Jeans Stadion de La Haye, aux Pays-Bas (21h00 locales, 20h00 algériennes), sera arbitré par un trio néerlandais, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet.

La rencontre a été confiée à Bas Nijhuis (arbitre principal), qui sera assisté de ses compatriotes Johan Balder (1er assistant) et Joost Van Zuilen (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est Edwin Van De Graaf.

"La réunion technique est prévue pour le mardi matin, soit le jour du match, par visioconférence.

L'équipe nationale devrait évoluer en tenue verte lors de cette confrontation contre le Mexique", a écrit la même source.

Pour rappel, les "Verts" avaient dominé le Nigeria sur le score de 1 à 0 en match amical disputé vendredi dernier à Klagenfurt, en Autriche. Ces deux joutes am-



icales constituent pour les coéquipiers de Riyad Mahrez un tremplin en prévision de la prochaine double

confrontation contre le Zimbabwe, au mois de novembre, dans le cadre des 3e et 4e journées des élimina-

toires de la C AN-2021, décalée à 2022 au Cameroun, en raison de la pandémie de coronavirus.

LIGUE 1 Trois matchs amicaux au menu de la JSK pendant le stage d'Akbou

La Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) disputera trois matchs amicaux entre le 12 et le 15 octobre dans le cadre de son troisième stage de préparation qui se déroule actuellement à Akbou, dans la wilaya de Béjaïa, en vue de la nouvelle saison (2020/2021), a annoncé dimanche la direction des "Canaris".

"Ces matchs amicaux sont programmés les 12, 13 et 15 octobre, respective-

ment aux stades de Tazmalt, Bordj Bou Arreridj et El Adjiba de Bouira", a indiqué la direction kabyle dans un communiqué.

"La JSK sera d'abord opposée à l'équipe de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), le lundi 12, puis au NC Magra le mardi 13, avant de conclure avec l'Olympique de Médéa, le jeudi 15", a-t-elle poursuivi.

Les deux premières rencontres sont prévues à 15h00, alors que la dernière a été programmée à 10h30, et ce, "dans le strict respect des mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie du nouveau coronavirus".

En effet, selon la direction de la JSK, et à l'instar des entraînements, tous ces matchs amicaux se dérouleront à huis clos.

LIGUE 1 Le défenseur Belaïd va signer pour quatre ans à l'USMA



Le défenseur central du NA Hussein-Dey, Zineddine Belaïd, a trouvé un accord avec l'USM Alger pour signer

un contrat de quatre ans, a annoncé dimanche la direction des "Rouge et Noir".

"Belaïd procédera à la si-

gnature de ce contrat dimanche après-midi, juste après la visite médicale d'usage et le test PCR", destiné à la détection d'une potentielle contamination au COVID-19, a indiqué l'USMA dans un communiqué.

Belaïd (21 ans), qui se trouve actuellement à l'École supérieure de l'hôtellerie et de restauration d'Aïn Bénian (Alger), "rejoindra ses nouveaux coéquipiers mardi pour prendre part au stage d'intersaison qui se déroule à Mostaganem", a ajouté le club. En effet, après avoir

effectué le début de sa préparation à Alger, l'USMA a jeté son dévolu sur la ville côtière de Mostaganem pour effectuer son troisième stage, en vue de la nouvelle saison (2020-2021). Ce stage sera d'une durée de 15 jours, entre le 11 et le 25 octobre, a ajouté la direction usmiste, en précisant que son équipe première a subi un nouveau test PCR pour s'assurer qu'aucun joueur ou membre de l'encadrement technique n'a été contaminé par le COVID-19, avant de se rendre à Mostaganem.

ESPAGNE L'Algérien Mandi établit un nouveau record au Betis Séville

Le défenseur international algérien Aissa Mandi, qui a honoré sa 56e sélection avec les "Verts" lors du match amical face au Nigeria (1-0), a établi un nouveau record dans le championnat d'Espagne en devenant le joueur étranger le plus capé de son club, le Betis Séville.

Mandi a disputé vendredi devant les "Super Eagles" son 32e match (sur un total de 56) avec l'Algérie depuis qu'il a rejoint le Betis à l'été 2016, effaçant des tablettes Robert Jarni qui comptait 31 capes avec la Croatie entre 1995 et 1998 en étant joueur du club "verdiblanco".

Sur le plan national, l'ancien capitaine du Stade de Reims (28 ans) égale

le record des ex-défenseurs latéraux Nadir Belhadj et Mustapha Kouici, qui comptent également 56 sélections avec les "Verts".

Mandi avait débarqué en Andalousie à l'été 2016, avec 24 sélections dans ses bagages.

Depuis, il en a rajouté 32 autres, pour atteindre ce ratio de 56. Des statistiques que l'actuel libéro des "Verts" pourrait améliorer dès mardi, si le coach Djamel Belmadi décide de le reconduire lors du deuxième match amical, inscrit au programme de ces dates Fifa du mois d'octobre.

Ce sera à 20h00 algériennes, au Cars-Jeans Stadion de La Haye, face à la sélection du Mexique, qui à l'instar



des "Verts" avait remporté son premier match amical, en dominant la sélection des Pays-Bas (1-0).

LIGUE 1/MC ORAN "Le club fait face à un sérieux problème de dettes"

La nouvelle direction du MC Oran, présidée par Tayeb Mehiaoui, a hérité de "lourdes dettes" et risque d'avoir des problèmes pour les régler, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue 1 de football.

Des sommes importantes devront être versées à d'anciens joueurs ainsi qu'à des opérateurs économiques représentant les dettes du club contractées par les précédentes directions envers eux, a indiqué à l'APS le directeur de l'administration générale (DAG), Hadj Benacer, qui n'a toutefois pas dévoilé la somme exacte de ces dettes.

La mission des dirigeants oranais a été rendue encore difficile après que la masse salariale de l'équipe première a connu une "augmentation sensible" en vue de la saison prochaine, en raison "du recrutement de plusieurs joueurs de valeur et d'un entraîneur de renom", a expliqué le même responsable.

Il a néanmoins estimé qu'il était nécessaire de "révolutionner l'effectif et s'adjuger les services d'un entraîneur de valeur, en la personne du Français Bernard Casoni, au regard des ambitions de la nouvelle direction qui entend jouer les premiers rôles dans l'espoir de permettre au club de renouer avec les consécutions après plusieurs années de disette".

Ayant jusque-là bénéficié d'un apport considérable de la part du sponsor majeur du club, à savoir l'entreprise Hyproc qui a attribué dernièrement 50 millions DA au club, la direction de ce dernier a engagé des contacts avec plusieurs opérateurs économiques en vue de bénéficier de nouveaux contrats de sponsoring, fait-on encore savoir.

"Nous avons mis en place une commission de marketing qui a pour mission de doter le club de nouveaux sponsors.

On sait que la conjoncture actuelle de la majorité des entreprises économiques du pays, impactées par la pandémie de Covid-19, ne plaide pas en notre faveur, mais on ne perd pas espoir de convaincre certains opérateurs économiques de nous accompagner en vue de l'exercice à venir", a souligné le DAG du MCO, dont l'entraîneur Casoni a dressé un tableau sombre sur l'état des lieux lors de sa conférence de presse animée vendredi passée, rappelle-t-on.

TUNISIE En conflit avec le CS Sfaxien, l'Algérien Bakir convoqué pour la reprise

L'aïlier algérien Mohamed Islam Bakir, entré en conflit avec le CS Sfaxien pour salaires impayés, a été convoqué par le club tunisien en vue de l'entame de la préparation de la nouvelle saison 2020-2021, a indiqué dimanche le pensionnaire de la Ligue 1 de football.

Le CSS a annoncé que l'équipe première reprendra lundi les entraînements, après que tous les joueurs aient été soumis aux tests de dépistage du Covid-19.

Les entraînements se dérouleront en deux groupes, le premier s'entraînera à partir de 14h30 et le deuxième à 17h00.

L'ancien joueur de l'ES Sétif fait partie du deuxième groupe, aux côtés du Franco-Algérien Rachid Ait-Athmane, annoncé lui aussi partant du club de Sfax.

Bakir n'a pas reçu de salaires depuis plusieurs mois et a décidé avec son agent de faire appel à la Fifa pour être libéré de son contrat signé la saison dernière, obtenant gain de cause. Le natif de Larbaâ (Blida) est tenté par un retour en Algérie et intéresse son ancien club, l'ESS et le MC Alger qui sont entrés en contact avec son agent.

LIGUE DES CHAMPIONS Bayern-Atletico se jouera à huis clos à Munich

Le Bayern Munich, tenant du titre de la Ligue des champions, jouera cette saison son premier match de C1, à domicile contre l'Atletico Madrid, à huis clos, en raison de nouvelles restrictions causées par la progression du coronavirus.

Jusqu'au 25 octobre au moins, aucun match de football dans la capitale bavaroise ne pourra accueillir de spectateurs, a décidé vendredi la cellule de crise de la ville, présidée par le maire Dieter Reiter. Plusieurs équipes de troisième division sont également touchées, de même que les féminines du FC Bayern.

Les stars du club doivent jouer trois matches à l'Allianz Arena d'ici au 25 octobre: un match de coupe jeudi contre l'équipe de Düren (5e division), leur première rencontre de Ligue des champions contre l'Atletico le 21 octobre, et trois jours plus tard un match de Bundesliga contre Francfort.

"C'est la seule façon d'éviter de nouvelles interdictions de dernière minute, qui sont pour tous particulièrement frustrantes", s'est justifié le maire, "de cette façon, nous assurons aussi un traitement équitable entre toutes les équipes". Jusqu'ici, les autorités attendaient d'avoir les derniers chiffres de progression du coronavirus, quitte à annuler la venue des spectateurs quelques heures avant la rencontre.

Les taux d'infection à Munich sont remontés en flèche ces derniers jours, avec une incidence de 42,4 cas pour 100.000 habitants vendredi, au-dessus du seuil critique de 35, fixé par les autorités pour autoriser du public dans les stades. Le Bayern Munich, champion d'Europe et d'Allemagne en titre, est la seule équipe de Bundesliga avec Schalke 04 (dans la ville de Gelsenkirchen) à n'avoir encore jamais rejoué devant des supporters depuis la reprise de la Bundesliga mi-septembre.

LIGUE DES CHAMPIONS D'ASIE Le Qatar va accueillir les matches de la zone Est

Le Qatar accueillera les matches de la zone Est de la Ligue des champions d'Asie, interrompue par la pandémie de nouveau coronavirus, après avoir organisé avec succès les rencontres de la zone Ouest, a annoncé vendredi la Confédération asiatique de football (AFC).

Les équipes de la zone Est, parmi lesquelles figurent des pays comme le Japon, la Chine et l'Australie, joueront leurs derniers matches à Doha du 18 novembre au 13 décembre, a expliqué l'AFC. Le lieu de la finale, prévue le 19 décembre, reste cependant à confirmer.

L'AFC a dû modifier son calendrier à plusieurs reprises en raison du virus. Les matches des groupes G et H de la zone Est devaient initialement être disputés en Malaisie, mais ce pays est actuellement confronté à une forte augmentation des cas de Covid-19.

La compétition de clubs la plus prestigieuse d'Asie a repris le mois dernier dans une "bulle" bio-sécurisée au Qatar, qui est également l'hôte de la prochaine Coupe du monde en 2022. Elle avait été suspendue en mars après seulement quelques matches, et les clubs chinois du Shanghai SIPG, du Shanghai Shenhua et du Guwahati Evergrande n'ont encore disputé aucune rencontre de groupe.

Le secrétaire général de l'AFC, Windsor John, a salué le "bon déroulement" des matches de la zone Ouest au Qatar. Ils se sont achevés ce week-end par la victoire de Persépolis sur les Saoudiens d'Al Nassr, le club iranien étant donc qualifié pour la finale, comme en 2018.

Tout ne s'est cependant pas déroulé sans accroc, puisque le tenant du titre, Al Hilal, a fini par être expulsé du tournoi pour n'avoir pas réussi à aligner suffisamment de joueurs après qu'une trentaine de footballeurs et de membres du staff du club saoudien ont été testés positifs au nouveau coronavirus.

APS

Le vétéran Robinho signe à Santos pour cinq mois

L'ancien joueur du Real Madrid, du Milan AC et de Manchester City, entre autres, le Brésilien Robinho (36 ans) retourne à Santos, pour un contrat de cinq mois et un salaire symboliques de 1.500 reals, soit environ 230 euros, a annoncé dans un communiqué le club brésilien où avaient évolué aussi Pelé et Neymar, entre autres.

C'est pour la quatrième fois dans sa carrière que le buteur vétéran Robinho retourne à Santos, le club où il a débuté avant d'opter pour une aventure en Europe, et porter les couleurs, notamment, du Real, Milan et Man City.

L'attaquant brésilien a signé un contrat de cinq mois, pour.

Le contrat du joueur comporte des bonus en cas de réalisation d'objectifs et une clause pour un renouvellement d'un an et sept mois.

Ce transfert fait polémique en raison de la condamnation par contumace en 2017 de Robson de Souza, dit Robinho, pour neuf ans de prison par un tribunal italien, pour des faits de viol en réunion remontant à 2013, du temps où il jouait pour l'AC Milan.

Robinho, se disant innocent, avait interjeté appel. L'attaquant était sans



club depuis août dernier, à la fin de son contrat avec Istanbul Basakeshir, après deux saisons passées en Turquie.

"Ici ça a toujours été ma maison. Mon objectif est d'aider sur et en dehors du terrain, et de ramener Santos au sommet (...). C'est un sentiment particulier de

revenir dans le club qui m'a lancé dans le football", a-t-il déclaré. Robinho avait commencé sa carrière en 2002 avant de rejoindre Madrid en 2005.

Il était déjà revenu deux fois dans son club formateur, en 2010, prêté par Manchester City, et en 2014-15, prêté par Milan. Il a rem-

porté le championnat au Brésil (2002, 2004), en Espagne (2007, 2008), en Italie (2011), en Chine (2015) et en Turquie (2020). Ex-international brésilien (100 sélections, 28 buts), il a remporté la Coupe des confédérations (2005, 2009) et la Copa América 2007 avec la Seleçao.

La sélection portugaise pas perturbée par les cas de Covid-19

Les deux cas positifs au Covid-19 révélés au sein de l'équipe du Portugal cette semaine n'ont pas perturbé sa préparation pour le match de Ligue des nations contre la France dimanche à Saint-Denis, a assuré samedi le sélectionneur Fernando Santos.

"Les entraînements d'hier et d'aujourd'hui se sont déroulés normalement", a déclaré le technicien portugais lors d'une conférence de presse.

"Les joueurs sont confiants", a-t-il dit, rappelant que les footballeurs

étaient "probablement les personnes les plus testées du pays". "Nous avons une certitude: tous ceux qui vont en France ont des tests négatifs, clairement négatifs, après une batterie de tests", a-t-il affirmé.

La "Seleçao" a perdu son gardien lyonnais Anthony Lopes et son défenseur lillois José Fonte qui ont été testés positifs au Covid-19 et remplacés par Domingos Duarte et Bruno Varela. La France et le Portugal se retrouvent quatre ans après le sacre de l'équipe de Cristiano Ronaldo en finale de l'Euro-2016.

Le départ de l'équipe du Portugal, qui défilera les "Bleus" dimanche à Saint-Denis avant de recevoir la Suède mercredi à Lisbonne, est prévu samedi après-midi.

"La finale sera toujours dans nos mémoires, mais ce que je vais ressentir demain n'a rien à voir. C'est un match différent", a dit Fernando Santos, à la tête de l'équipe nationale pour la sixième année. "Nous partons avec la conviction que nous pouvons gagner (...). La France est l'une des meilleures équipes au monde, mais nous avons nos armes", a-t-il prévenu.

SERIE A L'Anglais Ashley Young (Inter Milan) positif au Covid-19

Le milieu anglais Ashley Young est le sixième joueur de l'Inter Milan à avoir été testé positif au coronavirus, a annoncé dimanche le club de Serie A, qui doit affronter samedi prochain son grand rival, le Milan AC.

"Ashley Young a été testé positif au Covid-19, après des tests effectués samedi",

a indiqué le club, en précisant que l'ancien joueur de Manchester United était déjà "chez lui, en isolement".

Le joueur polyvalent de 35 ans est le sixième "Nerazzurri" testé positif, après les milieux Radja Nainggolan et Roberto Gagliardini, les défenseurs Milan Skriniar et Alessandro Bas-

toni et le gardien Ionut Radu.

Après le forfait de Naples à Turin la semaine dernière en raison de cas de Covid-19, c'est désormais le derby milanais qui suscite l'inquiétude, notamment après la découverte de ces six cas du côté Inter, et deux autres du côté AC Milan (Léo Duarte et Matteo Gab-

bia). Zlatan Ibrahimovic, lui, pourra faire son retour pour les "Rossoneri": la star suédoise est sortie vendredi de quarantaine, plus de deux semaines après avoir été testée positive. Après trois journées, l'AC Milan est en tête avec neuf points, à égalité avec l'Atalanta. L'Inter est quatrième deux points derrière.

AFRIQUE Le Français Jean-Michel Cavalli nouveau entraîneur de la sélection du Niger

L'entraîneur français Jean-Michel Cavalli s'est engagé officiellement, ce vendredi avec la sélection du Niger, pour un contrat de deux ans, a annoncé la fédération nigérienne de football (Fenifoot) sur son twitter. Cavalli (61 ans) a paraphé son contrat et conduira la Mena durant les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2021) au Cameroun, et sera sur le banc de touche, lors des deux matchs amicaux de la sélection

face au Tchad, dimanche, et contre la Sierra Leone, mardi, a ajouté la même source. Le technicien français qui avait rejoint la capitale nigérienne, le 27 septembre dans l'option de prendre en main le Mena, a remplacé au poste l'Ivoirien François Zahoui qui avait quitté la sélection en septembre 2016 pour la Centrafrique. L'ancien entraîneur de la sélection d'Algérie (2006/2007) et des clubs algériens du MC Oran et de l'USM Alger, le tech-

nicien français va connaître sa 2e expérience sur le banc d'une équipe nationale. Engagé en éliminatoire de la CAN-2021, le Niger occupe la 4e et dernière position du groupe K, avec zéro point, après deux défaites de suite, à domicile contre Madagascar (2-6) et à Abidjan face à la Côte d'Ivoire (1-0). Le groupe est composé également de l'Ethiopie qui partage la seconde position avec les Eléphants (3 points) derrière les Malgaches (6pts).

Solskjaer bientôt renvoyé ?

Ed Woodward serait prêt à renvoyer Ole Gunnar Solskjaer de son poste d'entraîneur de Manchester United. Une seule victoire en trois matches de Premier League, deux défaites cuisantes dont une gâchée à domicile face à Tottenham (1-6), le début de saison de Manchester United n'a rien d'un parcours de santé. Fragilisé par la situation, le coach manucien Ole Gunnar Solskjaer semble désormais en grand danger, d'autant que son président, Ed Woodward, serait prêt à s'en séparer si les mauvais résultats continuent d'affluer. Selon une information du Mirror, Woodward a affirmé en privé qu'il "traiterait ses sentiments de côté" s'il était amené à prendre une telle décision. Le boss de United sait toutefois que ce choix pourrait lui valoir une volée de bois vert de la part des supporters, eux qui n'ont déjà pas digéré l'échec sur le dossier Jadon Sancho et qui réclament régulièrement la tête de Woodward lui-même.

**SAMI KHEDIRA NE VEUT PAS QUITTER LA JUVENTUS**

Sami Khedira a décliné une proposition de rupture à l'amiable de sa direction de la Juve.

Sami Khedira a bien l'intention d'aller au bout de son contrat avec la Juventus de Turin. Bien qu'écarté complètement des plans d'Andrea Pirlo, l'ex-international allemand ne compte pas du tout changer d'air. C'est ce qu'a révélé le quotidien Tuttosport ce samedi.

Les décideurs de la Juventus ont proposé à Khedira une offre pour que son engagement avec le club soit rompu à l'amiable, mais l'intéressé l'a refusé. Pour lui, il n'est pas question de partir avant l'échéance de son bail.

Pour rappel, la semaine dernière, Khedira avait été écarté du groupe de la Vieille Dame appelé à disputer la Ligue des Champions cette saison. Andrea Pirlo, le nouveau coach de l'équipe, a choisi de miser sur d'autres éléments pour son milieu de terrain.

MODRIC : «JE VEUX RESTER AU REAL MAIS...»

En fin de contrat à l'issue de la saison, Luka Modric ne cesse de clamer son envie de rester au Real Madrid. Cependant, l'international croate est conscient que son départ pourrait être nécessaire aux Merengues...

Arrivé en 2012 au Real Madrid, Luka Modric s'est rapidement montré indispensable aux Merengues et a été l'un des grands artisans de l'hégémonie du club en Europe ces dernières années. Mais à 35 ans, le milieu de terrain voit son avenir s'inscrire en pointillé. Sous contrat jusqu'en juin 2021, Luka Modric a envoyé plusieurs messages forts en direction de Florentino Pérez et Zinedine Zidane en indiquant vouloir prolonger son bail à la Casa Blanca.

Actuellement avec sa sélection, Luka Modric a d'ailleurs de nouveau évoqué ce sujet en conférence de presse. « Je vis au jour le jour, et nous verrons ce qu'il se passera. Une prolongation ? Bien sûr que j'aimerais rester au Real Madrid, mais je suis conscient que j'ai un âge et que le club doit chercher le meilleur pour l'équipe. Je vais bien et tant que je me sens important, comme c'est le cas maintenant, j'aimerais rester. Quand ce ne sera plus comme ça, je chercherai de nouveaux défis », a expliqué Luka Modric ce samedi dans des propos relayés par AS.

Ghezal file en prêt au Besiktas

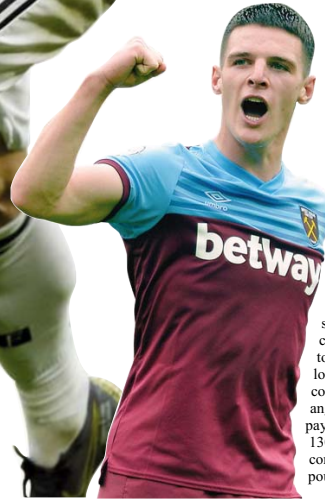
Pas dans les plans de Leicester City, Rachid Ghezal quitte les Foxes, direction un club du championnat turc. L'ailier algérien de 28 ans a signé en faveur du Besiktas par le biais d'un prêt jusqu'à l'issue de la saison 2020-2021. L'ancien Lyonnais et Monégasque est encore sous contrat jusqu'en juin 2022 avec les Foxes de Brendan Rodgers, rejoints il y a deux ans pour 14 millions d'euros. Lors de la saison 2019-2020, Rachid Ghezal était prêt à la Fiorentina (21 matches toutes compétitions confondues, 19 rencontres de Serie A, un but).

**ROBINHO DE RETOUR À SANTOS POUR 230 EUROS PAR MOIS**

À bientôt 37 ans, l'ancien madrilène est de retour dans le club de ses débuts pour un salaire symbolique. Ancienne star du Real Madrid et idole de Neymar, Robinho est de retour à Santos, là où tout a commencé. Le joueur brésilien était libre de tout engagement contractuel depuis la fin de son épopée à l'Istanbul Basaksehir en août, et s'est engagé pour cinq mois avec le club auriverde. Son salaire ? 1.500 reais, soit environ 230 euros avec quelques bonus et la possibilité d'ouvrir droit à une prolongation d'un an et 7 mois.

RICE VA PROLONGER À WEST HAM

Convoité pendant tout l'été par Chelsea, Declan Rice est finalement resté à West Ham. Désormais, le milieu de terrain va même prolonger son contrat avec les Hammers. Les dirigeants de West Ham ont tenu bon pendant le mercato estival. Désormais, ils envoient un message aux courtisans de Declan Rice indiquant qu'il sera encore plus difficile de déloger leur milieu de terrain. Chelsea qui souhaitait le recruter pour en faire un défenseur central, son poste d'origine, va peut-être devoir se tourner vers d'autres pistes. Car selon les médias locaux, Declan Rice serait en passe de prolonger son contrat actuel. Par la même occasion, le joueur anglais pourrait devenir l'un des joueurs les mieux payés du club en doublant son salaire pour atteindre 130.000 euros par semaine. Actuellement sous contrat jusqu'en juin 2023, le joueur des Hammers pourrait prolonger celui-ci d'au moins une saison.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa -
1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-CHINE

Le Président Tebboune reçoit le directeur du bureau de la Commission des affaires étrangères du comité central du PC chinois

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche au siège de la Présidence de la République, le membre du bureau politique et directeur du bureau de la Commission des affaires étrangères du comité central du parti communiste chinois (PCC), Yang Jiechi, qui avait entamé samedi soir une visite officielle de deux jours en Algérie.

M. Jiechi est à la tête d'une importante délégation comprenant notamment le président de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA), Wang Xiaotao.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des échanges entre responsables des deux pays en vue du "renforcement" et de la "promotion" des liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la Chine.

Elle offrira l'occasion aux deux parties d'évaluer les relations de coopération entre les deux pays dans divers domaines et d'examiner les possibilités de les promouvoir et de les développer, notamment dans le volet économique dont les infrastructures, les travaux publics, les transports, le commerce et l'investissement,

outre les domaines liés à l'enseignement supérieur, à la recherche scientifique et aux nouvelles technologies". Il s'agira également d'examiner "les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en sus de la poursuite de la coordination et la solidarité entre les deux pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19".



EL BAYADH

5 morts et 16 blessés dans l'explosion causée par une fuite de gaz

L'explosion causée par une fuite de gaz survenue samedi après-midi à El Bayadh a fait cinq morts et 16 blessés, selon un nouveau bilan des services de wilaya de la protection civile. L'accident tragique causé par une fuite de gaz à haï "Etrig Rogassa", au chef-lieu de wilaya d'El Bayadh, a fait cinq morts dont les corps ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf d'El Bayadh et 16 blessés transférés aux urgences médicales de cet hôpital.

Dans un premier bilan les autorités locales ont fait état de quatre morts et dix blessés dans

l'explosion de gaz et la destruction d'une maison. Suite à l'accident tragique, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté les condoléances "les plus sincères et les plus attristées aux familles des victimes, priant Allah le Tout-Puissant d'accorder à leurs âmes Sa Sainte Miséricorde et aux blessés prompt rétablissement", lit-on dans le message communiqué par la présidence de la République.

Le Président de la République a dépêché, suite à cet accident et "en toute urgence", les ministres de l'Intérieur, des Collectivités



locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et de l'Energie à l'effet de "s'enquérir des incidences de cet accident tragique et de prendre toutes les mesures indispensables à la prise en charge des sinistrés."

Le Président de la République a également ordonné au ministre de l'Intérieur, "l'ouverture d'une enquête approfondie pour déterminer les tenants et aboutissants de l'incident et définir les responsabilités", a-t-on indiqué de même source.

Le Président Tebboune présente ses condoléances aux familles et dépêche une délégation ministérielle

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté samedi les condoléances les plus sincères et les plus attristées aux familles des victimes de l'accident tragique causé par une fuite de gaz survenue dans la ville d'El Bayadh, ayant fait quatre morts et des blessés, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

"Suite à l'accident tragique causé par une fuite de gaz survenue dans la ville d'El Bayadh et

qui a fait quatre morts et des blessés, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune présente les condoléances les plus sincères et les plus attristées aux familles des victimes, priant Allah le Tout-Puissant d'accorder à leurs âmes Sa Sainte Miséricorde et aux blessés prompt rétablissement", lit-t-on dans le message. Le Président de la République a dépêché, suite à cet accident et "en toute urgence", les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et

de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, et de l'Energie à l'effet de "s'enquérir des incidences de cet accident tragique et de prendre toutes les mesures indispensables à la prise en charge des sinistrés". Le Président Tebboune a également ordonné au ministre de l'Intérieur, "l'ouverture d'une enquête approfondie, pour déterminer les tenants et aboutissants de l'incident et définir les responsabilités", conclut la même source.

Le Premier ministre présente ses condoléances aux familles des victimes

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a présenté samedi ses sincères condoléances aux familles des victimes de l'accident tragique survenu dans la wilaya d'El Bayadh suite à une fuite de gaz. "Suite au tragique accident survenu dans la wilaya d'El Bayadh dû à une fuite de gaz et qui a causé le décès de quatre citoyens et des blessés, je présente mes condoléances les plus sincères et les plus attristées aux familles des victimes, priant Allah le Tout-Puissant de les accueillir dans Son Vaste Paradis, et un prompt rétablissement aux blessés", a écrit le Premier ministre dans un tweet.

M. Beldjoud transmet les condoléances du Président de la République aux familles des victimes et ordonne une prise en charge des victimes et l'ouverture immédiate d'une enquête

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud a transmis samedi soir aux familles des victimes de l'explosion de gaz survenue samedi après-midi à El Bayadh, les sincères condoléances du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune et celles du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et ordonné la prise en charge totale des victimes et l'ouverture "immédiate" d'une enquête de ce douloureux accident qui a fait six morts et 16 blessés. M. Beldjoud, arrivé peu auparavant au lieu de l'accident en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, du Directeur Général de la

protection civile le colonel Boualem Boughlaf et le Président Directeur Général de la Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a souligné que deux hélicoptères de la protection civile procéderont "immédiatement" au transfert des blessés dont l'état est inquiétant vers Alger ou Oran pour leur prise en charge.

Le ministre de l'Intérieur a également indiqué qu'il avait donné des instructions aux services de sécurité pour l'ouverture "immédiate" d'une enquête approfondie pour situer les causes et les responsabilités", soulignant que la justice "suivra son cours". M. Beldjoud a ajouté que les familles sinistrées suite à cet accident, "seront prises en charge à partir de cette

nuît". En outre, le ministre qui s'est rendu avec les autres membres de la délégation au lieu de l'accident et à l'établissement hospitalier Mohamed Boudiaf, a déclaré que la cellule de wilaya mise en place dès la survenue de l'accident et qui comprend un certain nombre de secteurs dont les services techniques et ceux chargés de déterminer les dégâts, doit aboutir "à des résultats précis" et "associer les comités de quartier". M. Beldjoud, qui a rencontré les familles des victimes et les représentants de la société civile au siège de la wilaya, a annoncé qu'une visite "sera programmée très prochainement à la wilaya d'Al Bayadh afin de s'enquérir des préoccupations des citoyens et oeuvrer à leur trouver

des solutions". Le ministre a en outre ordonné au wali d'"établir des rapports sur les responsables qui ne sont pas à la hauteur afin que des mesures soient prises dans ce sens conformément aux directives du Président de la République".

De son côté, le ministre de la Santé, de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, s'est engagé à examiner les revendications des habitants relatives au secteur de la santé, particulièrement la réalisation d'un complexe mère et enfant et un service des urgences médico-chirurgicales. La délégation assistera dimanche à l'enterrement des victimes de l'explosion de gaz.